

MÉDIACRITIQUE(S)

Magazine trimestriel d'ACRIMED

AUTOCRITIQUE MÉDIATIQUE



Colloghan

À la « une » de la PQR en 2016

LE BERRY RÉPUBLICAIN

Bobos de l'été : la plaie !



Un nouveau programme pour faire bouger les Havrais

Le Petit Bleu D'AGEN

Pruneau Show. Sécurité renforcée



Le Berry républicain

La République DES PYRÉNÉES

Béarn : le mystère du champignon venu d'Asie

NATURE Apparu près d'Artiguelongue puis dans les bois de Pau, ce joli spécimen fascine les spécialistes perplexes et inquiets. Il ne peut être noir, mais aussi rose !

NORMANDIE LE HAVRE LILLEBONNE BOLBEC

Harfleur fête la Scie ce week-end

Annulée l'an dernier pour des raisons budgétaires, la fête de la Scie revient samedi et dimanche aux portes de Harfleur. Ce grand événement populaire aura désormais lieu tous les deux ans.

L'Ardennais

Prison ferme pour le quinquagénaire irascible

Le vais te tuer... Fusil de chasse à la main, un homme de 57 ans a menacé le compagnon de sa nièce avant d'être arrêté. Un geste qui assure au tribunal, multipliant des provocations qui exaspèrent les magistrats. Condamné, il part directement en prison.

L'ÉCLAIR

Un corbeau cible des éleveurs de canards

LAURENT BRITACHE Un tout nouveau et très amusant jeu de rôle a été inventé par le journaliste Laurent Britache. Il s'agit de la chasse au corbeau. Le jeu consiste à éliminer par parties, en respectant des règles strictes, les canards et le corbeau.

Le Télégramme

LA CARTE DES POKÉMON BRETONS



Le Berry républicain

Centre Presse

L'Asie, planche de salut du porc aveyronnais

Le Berry républicain

Presse Océan

ARBRE AUX HÉRONS : QUI VA FINANCER ?

Nantes, quinze entreprises locales s'engagent à parrainer des plantations d'arbres le long des Machées de l'Île. Les études du projet doivent être lancées.

L'ÉCLAIR

Le séisme Trump ressenti en Béarn

ÉLECTIONS Les électeurs locaux, qui ont voté avec le DLR, ont très nettement ressenti le séisme Trump dans le Béarn.

Le Maine libre

Hillary Clinton descend d'un forgeron sarthois



Le Berry républicain

L'Est éclair

Les cercueils en carton débarquent dans l'Aube

ÉCARTS Depuis la mi-août, une société harlequine propose à ses clients des cercueils en carton personnalisés réalisés avec des matériaux naturels. Si ces nouveaux produits ont une clientèle soucieuse d'écologie, l'aspect économique est aussi en ligne de compte.

L'ÉCHO REPUBLICAIN

Le passage à niveau mortel garde son secret

Le Berry républicain

Presse Océan

ÉLU VENDÉEN TUÉ : UN ACCUSÉ NERVEUX

Nantes, en décembre 2013, le corps de Roland Touzeau, élu vendéen de 57 ans, était découvert dans son Audi citadine. Le procès du meurtrier présumé s'est ouvert hier.

Centre Presse

Braquage du M... l'heure de l'ado

Le Berry républicain

Presse Océan

Pau : le chewing-gum par terre coûte cher

PROPRIÉTÉ Tout dans la Ville d'Orre (60 000 € pour retirer les usages des commerces à l'arrière de la ville) est en vente. La ville de Pau a financé un chewing-gum par terre.

L'ÉCLAIR

UNE NANTAISE S'OPPOSE À « SUPER NANNY »

Le Berry républicain

L'ÉCHO REPUBLICAIN

Fin de mauvaise série pour le HAC

Le Berry républicain

Courrier picard

DANGER SUR LA ROUTE DES BETTERAVES

Le Berry républicain

L'Éclair

Elle laisse sa fille seule pour le week-end

Le Berry républicain

SUD OUEST

Plus de morts, moins d'enfants

Le Berry républicain

L'Ardennais

LE LOUP NE NOUS MANGERA PAS

Le Berry républicain

NORMANDIE LE HAVRE LILLEBONNE BOLBEC

Une écolière oubliée dans l'autocar

Le Berry républicain

Courrier picard

JUSTIN BIEBER SUR LA GLACE

Le Berry républicain

Libération CHAMPAGNE

Un petit groin de folie dans l'Aube

Le Berry républicain

Plus de morts, moins d'enfants

Le Berry républicain

Nord Littoral

Chez les agents de la ville

Le Berry républicain

Presse Océan

FAUT-IL AVOIR PEUR DE LA FOLIE DANS LA CITÉ ?

Le Berry républicain

Le Maine libre

Une grenouille menace un projet de carrière

Le Berry républicain

Nord Littoral

Le sexe entre bénévoles et migrants pointé du doigt

Le Berry républicain

Les trains normands pourront se croiser

Le Berry républicain

Centre Presse

Mystère autour des ascenseurs de l'hôpital des Peyrières

Le Berry républicain

Presse Océan

CHEVAL FOU À NANTES : SOUPÇON DE DOPAGE

Le Berry républicain

L'Ardennais

Ces poules sauvées par des Ardennais

Le Berry républicain

La République DES PYRÉNÉES

Aéroports : c'est le clash entre Tarbes et Pau !

Le Berry républicain

Libération CHAMPAGNE

Des fêtes pour adultes dans la galette des Rois

Le Berry républicain

L'Est éclair

Une expo canine au poil !

Le Berry républicain

Libération CHAMPAGNE

Enfermez les poulets !

Le Berry républicain

Nord Littoral

Après les inondations, il dort dans une voiture

Le Berry républicain

Le Courrier de l'ouest

Encore une fontaine sur le passage du tram

Le Berry républicain

Centre Presse

Attaque du Bowling : « On va se relever ! »

Le Berry républicain

La République DES PYRÉNÉES

Comment Emmanuel Macron tisse sa toile en Béarn

Le Berry républicain

SUD OUEST

MAM, touchée, mais pas coulée

Le Berry républicain

Midi Libre

Menace terroriste : 97 des Français ont peur

Le Berry républicain

Nord Littoral

Et si Barbie était calaisienne ?

Le Berry républicain

Midi Libre

Des flics de la région

Le Berry républicain

La République DES PYRÉNÉES

Le mégot qui a brûlé

Le Berry républicain

SUD OUEST

Le mégot qui a brûlé

Le Berry républicain

Midi Libre

Menace terroriste : 97 des Français ont peur

Le Berry républicain

SOMMAIRE

- 5. David Pujadas se confie
- 7. Sciences et médias: le buzz nuit gravement à la santé
- 9. Absentéisme des fonctionnaires: les éditocrates se lâchent
- 12. « Football leaks »: la leçon de Pascal Praud

DOSSIER

- 15. Retour sur une séquence d'autocritique médiatique
- 19. Les drôles de médiations du médiateur de Radio France
- 23. Causeur et Valeurs actuelles: une critique des médias sélective et droitière
- 27. Critiquer le journalisme dans une école de journalisme?
- 31. Quand Jean-Michel Aphatie « invite » François Ruffin

Médiacritique(s)

Le magazine trimestriel d'Acrimed

Directeur de la publication
Mathias Reymond

Ont collaboré à ce numéro
Sarah Bourdaire, David Chardon,
Blaise Magnin, Henri Maler, Patrick Michel,
Denis Perais, Olivier Poche,
Mathias Reymond, Thibault Roques,
Julien Salingue, Denis Souchon

Illustration
Colloghan

Secrétaires de rédaction
Olivier Poche, Julien Salingue

Imprimé par
Espace Imprim
46, rue de Paradis – 75010 Paris

Commission paritaire: 1213 G 91177
ISSN: 2256-8271

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

L'année 2017 s'est ouverte avec un tremblement de terre dans le petit monde des grands médias: le journal Le Parisien a ainsi annoncé qu'il entendait « faire une pause » dans ses commandes de sondages, cédant visiblement à la pression des éternels insatisfaits qui ont pris prétexte des épisodes Brexit, Trump et Fillon pour critiquer les indubitables vertus de la sondologie, art subtil et néanmoins essentiel à l'information et au journalisme politiques.

Gageons que cet incident sera le seul du genre, et espérons que l'année 2017 sera celle de la régression de la critique radicale – c'est-à-dire gauchiste, aigrie et malveillante – des médias (dont Acrimed est la version la plus déplorable), et du triomphe de ceux qui entendent accompagner, en les soutenant, les dynamiques en cours dans le paysage médiatique, sans pour autant s'interdire d'admettre que quelques problèmes demeurent et que certains changements sont souhaitables.

Nous espérons ainsi qu'en 2017 le problème de la trop grande dispersion de la propriété des médias sera résolu et que la concurrence libre et non faussée favorisera enfin la concentration de 95 % de l'information entre trois groupes, et non une dizaine comme c'est le cas actuellement. Seuls les meilleurs survivront et la qualité de l'information en sortira renforcée, comme nous l'ont démontré depuis des décennies les lois parfois cruelles, mais toujours justes, du darwinisme médiatique.

Nous espérons qu'en 2017 nous serons enfin débarrassés de ces trop nombreuses émissions politiques au cours desquelles on préfère parler des problèmes de fond que des « petites phrases », où les « petits » – et donc inutiles – candidats bénéficient du même traitement que les « grands » – et puissants –, et durant lesquelles une trop grande place est accordée aux points de vue critiques, tels ceux des économistes hétérodoxes.

Nous espérons qu'en 2017 Jean-Pierre Elkabbach, lamentablement évincé

de « l'interview politique » d'Europe 1, retrouvera un emploi digne de son rang. Nous sommes en effet convaincus que celui qui présenta les JT de la première, puis de la deuxième chaîne, durant le mandat de Georges Pompidou, ou qui s'extasia en 1977 du couronnement de « Sa Majesté Impériale Bokassa 1^{er}, empereur de Centrafrique », a encore beaucoup à nous apprendre quant à l'archaïsme des syndicats.

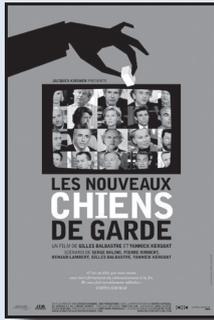
Nous espérons qu'en 2017 Vincent Bolloré prendra la décision courageuse de nommer Jean-Marc Morandini directeur de l'information d'I-Télé, quitte à susciter les cris d'orfraie de celles et ceux qui ont une vision passéiste de l'information et du journalisme en répétant sottement les mots « qualité », « déontologie » et « rigueur », témoignant ainsi du fait qu'ils n'ont rien compris aux vertus du scoop, du buzz, du clash et de l'infotainment, qui ne sont plus à démontrer.

Nous espérons qu'en 2017, et ce malgré la scandaleuse décision du Parisien, nous pourrions nous délecter d'un sondage par jour dans chaque organe de presse, chaque radio et chaque télévision, assorti d'un débat pour commenter les résultats du sondage, d'un second débat pour commenter le premier débat, et d'une enquête en temps réel sur les réseaux sociaux pour connaître l'avis du public au sujet du second débat, essentiel pour affiner les questions du sondage du lendemain.

Last but not least, nous espérons qu'en 2017 BFM-TV cessera de prendre trop de précautions, de vérifier ses sources et d'effectuer trop de recoupements avant de s'autoriser à diffuser une information, afin que nous puissions enfin avoir connaissance des événements avant même qu'ils se produisent. Que vive 2017!

N. B. — Rendez-vous pour discuter, autour d'un verre, de ce Médiacritique(s), d'Acrimed et des médias en général, samedi 28 janvier 2017, à 17h, au café Le Lieu-Dit (6, rue Sorbier, 75020 Paris).

MÉDIA(BOU)TIQUE



DVD — 18,40 €



12,50 €



T-SHIRT — 13 €



TOTE-BAG — 7,50 €



AUTOCOLLANTS CONÇUS ET RÉALISÉS PAR SÉBASTIEN MARCHAL

Adhérer
Acheter en ligne
boutique.acrimed.org

>> Je fais un don de soutien à Acrimed d'un montant de

>> J'adhère ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

- Cotisation de base: **40 €** Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**
 Revenus > 2000€ mensuels: **70 €** Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

>> Je m'abonne pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritique(s)* à partir du n° ...

- Tarif adhérent: **10 €** Tarif normal: **15 €** Tarif de soutien: **20 €** (ou plus...)
 Union européenne et Suisse: **25 €** Reste du monde: **32 €**

>> Je commande (frais de port compris – pour les commandes groupées et pour l'étranger, nous contacter)

- Le t-shirt « La télé commande » (gris et bleu): **13€**. XXL – XL – L – M – S (entourer la taille choisie)
 Le t-shirt « Opinons » (noir et bleu): **13€**. Homme: XL – L – M – S // Femme: L – M – S – XS – XXS
 Le tote-bag « Opinons » (noir et bleu): **7,50€**
 Le magazine *Médiacritique(s)*: **3,50€** le n° (épuisés: n°s 1, 2, 11 et 12). N°(s)
 Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**.
 Le DVD des *Nouveaux Chiens de garde*: **18,40€**.
 Des autocollants: prix libre (min. **2€** pour frais de port). Indiquez vos préférences grâce aux numéros; sinon vous recevrez par défaut un assortiment.

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Email :

Signature :

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre,
 et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre de « **Action-Critique-Médias** », à l'adresse suivante:
 Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
 Tél. : 09 52 86 52 91 — Email : acrimedinfo@gmail.com

QUAND DAVID PUJADAS SE CONFIE À SOCIETY

Dans sa livraison du 9 décembre, Society, le quinzomadaire d'actualité du groupe So Press (So Foot, So Film, etc.), proposait un entretien fleuve avec David Pujadas, annoncé en « une ». Dans cette interview assez étrange, hésitant entre le très personnel et le professionnel, le présentateur du 20h de France 2 depuis seize ans, affectueusement rebaptisé « La Puje » par le journal, expose une vision et une analyse du métier de journaliste, ainsi que de sa propre pratique, qui laissent songeur à bien des égards... Entre énormités et contradictions, « l'homme-tronc » de France 2 au meilleur de sa forme: revue de détails.

DES QUESTIONS TRÈS INÉGALEMENT (IM)PERTINENTES

Avant tout, il faut faire crédit aux deux journalistes de *Society* d'avoir su oser quelques questions (relativement) incisives. Ils interrogent ainsi la réaction du présentateur face aux images de l'attentat du 11 septembre 2001 (« *Waouh! Génial!* »), lâchée devant les caméras de Canal+. Certes, on aurait aimé que les intervieweurs relancent leur interlocuteur après sa réponse pour le moins surprenante — « *Pour moi, cet avion, c'était juste un petit coucou qui venait de s'écraser et je ne pensais même pas qu'il y avait des morts* » (sic) — mais sans doute l'impertinence face à un ténor de l'information a-t-elle ses limites, même pour *Society*.

À propos des « *dîners avec Claude Guéant* » que lui prêteraient certaines rumeurs, là encore les journalistes se satisfont de la dénégation expéditive de David Pujadas (« *Je n'ai bien sûr jamais dîné chez Guéant ou qui que ce soit d'autre* ») et omettent soigneusement de le relancer sur sa fréquentation des dîners du Siècle, autrement plus significative de son intégration au sein de l'élite dirigeante et des diverses formes de connivence qui peuvent s'y nouer.

Enfin, sont également évoqués les « *reportages racoleurs sur l'insécurité et sur les banlieues* » de l'émission de TF1, « *Le Droit de Savoir* », où David Pujadas, apprit les ficelles du métier avant de s'envoler sur LCI. Un programme qui est l'ancêtre de toutes les formes de journalisme sécuritaire qui ont envahi les écrans depuis au moins 15 ans et qui aux yeux du présenta-

teur, « *était surtout un formidable magazine d'investigation qui n'avait pas froid aux yeux* »... Simple provocation, embellissement rétrospectif de ses débuts à l'antenne, ou sincère admiration pour ce que l'information télévisée peut produire de pire? On ne le saura pas puisqu'une fois encore les représentants de *Society* préfèrent ne pas aller plus avant dans l'effronterie.

Pour contrebalancer ces trois questions quelque peu déplaisantes, les deux journalistes en avaient concocté pas moins de 15 (sur les 45 posées), qui ne portaient que sur la vie privée de David Pujadas, et qui allaient lui permettre de se montrer sous son meilleur jour. Florilège: « *Vous avez la tête du mec qui a été premier de la classe* », « *La politique, ça ne vous a jamais tenté, même plus jeune?* », « *Vous dites souvent à vos amis que vous manquez de culture classique. C'est une frustration?* », « *D'ailleurs, il paraît que vous avez eu une grosse période new wave?* », « *À 52 ans, vous vous êtes donc mis à la guitare* », ou « *dans votre livre, vous écrivez que, plus jeune, vous aviez les cheveux longs et qu'à l'école, vous étiez davantage porté sur les soirées enfumées que sur les commentaires composés. Vous fumiez beaucoup de pétards* ».



L'interview mêle à la fois la politique, le journalisme et des aspects très intimes de la biographie de Pujadas, à tel point qu'on peine à en saisir le véritable cadre. Mais faut-il s'étonner de ce ton très personnalisant de la part d'un magazine qui promettait « *des histoires, de l'humain, de l'humour* »? Mélanger

les genres semble être une marque de fabrique de ce titre.

DES RÉPONSES ÉDIFIANTES

Nous ne nous attarderons pas sur la vie du petit David (« *Quand j'étais en CM2, la prof m'avait demandé ce que je voulais faire plus tard et j'avais répondu cuisinier ou journaliste* ») ni sur ses (nombreuses) satisfactions personnelles (« *Quel a été le déclin?* » – « *Peut-être la réussite* »), mais plutôt sur sa conception du journalisme et du programme qu'il anime et conçoit largement, dont il résume le succès ainsi : « *S'il y a une recette miracle à mes yeux, c'est la pédagogie* ». La pédagogie, rappelons-le au passage, est cet « *ensemble des méthodes utilisées pour éduquer les enfants et les adolescents* » (Larousse). Une « *pédagogie* » censée expliquer « *la marche du monde et ses ressorts* » à un public infantilisé.

Il faudra tout de même nous expliquer ce que des sujets comme « *Finlande: tous au sauna!* » ou « *Truite fumée: Meilleure que le saumon?* » du journal du jeudi 15 décembre 2016 (au hasard) ont à voir avec « *la marche du monde et ses ressorts* ». On y verrait plutôt d'ailleurs le signe de « *cette vision du monde* » que « *véhicule le journal* », selon David Pujadas : « *L'idée implicite que le salut et le bonheur résident dans la consommation ou l'accumulation des richesses* ». Et le journaliste de faire « *un mea culpa* » quant à cette « *idéologie cachée* ». Un *mea culpa* bien commode qui n'empêchera évidemment pas David Pujadas de proposer les mêmes informations frelatées chaque soir pendant encore des années...

Malgré cette idéologie consumériste implicite benoîtement confessée, celui qui incarne le service public d'information, pas gêné par les contradictions, se révèle intransigeant sur les grands principes. Alors que ses intervieweurs lui font part d'une critique plutôt acerbe à son encontre (« *un journaliste de votre rédaction nous a dit [...]: "Pujadas fait partie d'une génération pour qui tout se vaut. Il considère qu'à partir du moment où l'histoire est bonne, il faut la raconter"* »), David Pujadas rassure le lecteur et reste ferme sur l'essentiel : « *Non. Je suis, et nous sommes très attentifs à la hiérarchie de l'info. Il n'y*

a pas de faits divers dans le journal, sauf énorme exception ».

Il faut croire que chaque jour qui passe est l'occasion d'une « *énorme exception* » si l'on s'en réfère à un petit travail d'observation que nous avons mené en février 2014 : en deux semaines, parmi les 282 sujets diffusés dans les journaux de 20h de France 2, pas moins de 26 % traitaient des faits divers – entendus au sens large – ou le sport. Et le télé-journaliste ne s'en tient pas là : « *Regardez avec quel contenu on progresse: l'international, l'économie* ». Pourtant, dans notre classement, les questions économiques et sociales représentaient 18,5 % de l'ensemble des sujets, tandis que l'international ne dépassait pas les 11 %. En deux ans, Pujadas aurait ainsi remanié de fond en comble les sommaires de son JT... voilà qui donne envie d'aller vérifier !

Comme tout grand professionnel, David Pujadas est aussi un observateur avisé des formats médiatiques et des pratiques journalistiques. Généreux et pédagogue, il n'hésite pas livrer le produit de ses intenses réflexions. À partir d'une question abordant l'émission « *Une ambition intime* » présentée par Karine Le Marchand, David Pujadas digresse tout seul et lâche : « *Je pense sincèrement que la vie politique n'est pas menacée par la peopolisation, qui reste marginale en France* ». Au hasard, le 15 novembre 2016, la veille de l'annonce de la candidature présidentielle d'Emmanuel Macron, David Pujadas lance un sujet : « *Les racines d'une ambition* » abordant les études et le parcours professionnel du candidat, mais aussi, et presque pudiquement, « *son épouse* », « *son premier agent électoral* ».

Par ailleurs, un petit tour par Google Actualités nous renseigne sur l'intérêt « *marginal* » de certains médias d'information politique et générale pour « *Brigitte, l'autre Macron* » (lexpress.fr, octobre 2015); « *Emmanuel Macron: trois choses à savoir sur sa femme Brigitte* » (lci.fr, novembre 2016); « *Brigitte Macron: la présidentielle, elle n'en rêve pas la nuit!* » (leparisien.fr, novembre 2016); « *Brigitte Macron: l'âge fait beaucoup à l'affaire* » (libération.fr, septembre 2016); « *Comment Brigitte Macron envisage sa "place*

d'épouse" de politique » (bfmtv.com, octobre 2016). Et notre préféré : « *Brigitte Macron, Carla Bruni, Isabelle Juppé... le match des primaires dames* » (sur le site de L'Obs, octobre 2016).

La peopolisation, un phénomène marginal? Un grand merci pour cette analyse si clairvoyante!

PUJADAS AU SOMMET

Répondant à une question sur le traitement des banlieues par l'émission « *Le Droit de savoir* », David Pujadas évoque la situation actuelle : « *Cela dit, c'est fini la banlieue, et c'est dommage. Ça n'intéresse plus personne. On a du mal à trouver des journalistes que ça passionne. Exactement comme le conflit israélo-palestinien: avant, c'était traité en basse intensité car on sentait que ça divisait les Français, maintenant on le traite encore moins car tout le monde est découragé. C'est le syndrome de l'Alpe d'Huez: à chaque lacet, on croit qu'on est arrivé. Mais ça n'en finit pas.* »

Cette analogie entre, d'une part, le conflit opposant Israël aux Palestiniens ou la question des banlieues et, d'autre part, une course cycliste qui finit par ennuyer tout le monde est aussi consternante que révélatrice d'une « *déformation professionnelle* » qui défigure l'information et piétine les bases du journalisme. David Pujadas apparaît comme un promoteur de spectacle, réduisant l'information à un pur divertissement, à une fiction, à un match de hockey sur glace, avec un début, un milieu et une fin. Un bon conflit est un conflit qui ne dure pas; prévenons immédiatement les acteurs de la guerre en Syrie : surtout, ne soyez pas trop longs, David Pujadas ne va pas tarder à se lasser. Et que les habitants des quartiers populaires se le tiennent pour dit : ils n'intéressent plus David Pujadas et ses amis – sauf évidemment à ce qu'éclate une émeute, ou que soit fermée une mosquée, événements à même de fournir des images suffisamment télégéniques pour attirer l'œil de ces grands professionnels de l'information!

Pour David Pujadas, tout passe, tout lasse, sauf l'audimat.

SCIENCES ET MÉDIAS : LE BUZZ NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ

Parmi les centaines d'études publiées dans les revues médicales chaque mois, celle menée par l'université allemande de Marburg, concernant les effets secondaires de médicaments utilisés en traitement du cancer du sein, a fait l'objet d'une couverture médiatique significative à la fin de l'été. Mais la corrélation entre l'intérêt scientifique d'une recherche et sa reprise médiatique est en général, au mieux, aléatoire. En l'occurrence, l'intérêt des médias avait été efficacement stimulé par une communication trompeuse autour des résultats de l'étude, au mépris de l'honnêteté intellectuelle la plus élémentaire, et peut-être même de la santé des patientes qui auraient la faiblesse de croire ce que leur journal rapporte des progrès de la recherche.

UNE CAMPAGNE TOUS AZIMUTS

Lorsque des chercheurs d'une université de Marburg tentent de montrer que les patientes traitées pour un cancer du sein subissent d'autant plus les effets secondaires qu'elles les redoutent avant le début de la thérapie, il n'est pas évident que leurs travaux feront l'objet d'articles de publications aussi diverses que *Le Figaro*, RTL, Europe 1, allodocteurs.fr (le site de l'émission de France 5), repris sur le site de Francetvinfo, *Femme actuelle*, *20 minutes*, *La Nouvelle république*, *La Dépêche*, *Le Républicain lorrain*, *La République du centre*, *Ouest-France*, *France Soir*, *Sciences et avenir*, doctissimo.fr, feminactu.com, topsante.com, e-santé.fr, actusante.net, pourquoi-docteur.fr, 24matins.fr et speedylife.fr.

L'article scientifique relatant cette étude, intitulé « Is it best to expect the worst? Influence of patients' side-effect expectations on endocrine treatment outcome in a 2-year prospective clinical cohort study » (« Est-il préférable de s'attendre au pire? L'influence de l'anticipation des effets secondaires par les patientes sur l'issue d'un traitement par hormonothérapie dans une étude prospective de 2 ans ») et publié dans la revue *Annals of Oncology* au mois d'octobre, est disponible en ligne depuis le mois d'août. C'est à ce moment-là qu'ont été publiés au moins 21 articles en ligne

rapportant les résultats de cette étude. Ou plus exactement: rapportant ce que le communiqué de presse, concocté par une habile communicante, rapportait des résultats de l'étude.

UNE COMMUNICATION DÉCOMPLEXÉE

Pour comprendre en détail la différence entre les véritables résultats et les extrapolations douteuses, si ce n'est mensongères, que l'on trouve dans le communiqué de presse puis dans les articles de presse généraliste ou « de vulgarisation », le lecteur féru de littérature scientifique pourra se référer à l'analyse publiée sur le site du Formindep, association promouvant une formation et une information médicales indépendantes. Nous nous contenterons ici d'en tracer les grandes lignes. L'étude retrouvait des effets secondaires un peu plus fréquents dans le groupe des patientes qui redoutaient le plus la survenue d'effets secondaires avant le début du traitement; mais cette corrélation ne permet pas d'affirmer que c'est l'anticipation des effets secondaires qui en augmente la fréquence: les auteurs peuvent avancer avoir mis au jour une corrélation de faible ampleur, mais pas de relation de cause à effet. Par ailleurs, cette étude présente de grandes faiblesses méthodologiques, à tel point que ces résultats (faibles

rappelons-le), sont possiblement faux; trois des sept auteurs de l'étude sont en outre en situation de conflit d'intérêt avec une firme commercialisant un des traitements de l'étude.

Compte tenu de ces données qui sont, précisons-le, présentées dans l'article original, il est pour le moins troublant de constater que le communiqué de presse évoque une causalité entre les anticipations des patientes et la survenue d'effets secondaires, qui seraient « presque doublés » chez les patientes les redoutant le plus — un « presque doublement » relevant en réalité d'une analyse statistique défailante, et trompeuse. Le Formindep rappelle ainsi les résultats de l'étude tels que rapportés dans l'article d'*Annals of Oncology*: « Après prise en compte des autres facteurs, l'étude conclut qu'anticiper des effets indésirables pourrait expliquer seulement 3% de leur variance à 3 mois, et 6% au bout de 2 ans »; c'est-à-dire que l'anticipation des patientes n'expliquerait que 3% à 6% de la différence constatée sur la fréquence des effets secondaires.

Ces différences, qui vont bien au-delà de la simplification inhérente à la « vulgarisation », sont évidentes lorsque l'on compare l'article original et le communiqué de presse, et donc disponibles pour tous les journalistes qui auraient voulu se faire une opinion par eux-mêmes.

JOURNALISME OU RECOPIAGE ?

Munis de ces quelques informations, penchons-nous à présent sur les nombreux articles ayant relayé les résultats de cette étude. Tous ceux que nous avons repérés reprennent l'angle du communiqué de presse en présentant la crainte des effets secondaires comme une cause possible ou avérée de survenue de ceux-ci, avec un manie- ment variable du conditionnel selon les articles, utilisé dans le titre et dans le corps de l'article, seulement dans l'un ou l'autre, ou nulle part: « Cancer du sein: redouter les effets secondaires du traitement favorise leur apparition » (*France Soir*); « Traitement du cancer: la peur multiplie les effets secondaires » (*Le Figaro*); « Quand les craintes des patientes augmentent les mauvais effets des traitements » (*20 Minutes*), etc.



Aucun de ces articles ne mentionne les faiblesses méthodologiques « rédhitoires » (selon le Formindep) ni les conflits d'intérêt des auteurs. Sur les 21 reprises recensées dans la presse française en ligne, seules quatre sont des articles fournissant des informations sur le sujet au-delà de la description de l'étude fournie par le communiqué de presse. Les 17 autres se limitent donc à une stricte reprise des éléments du communiqué, trompeur comme nous l'avons vu. Celui-ci comprend notamment une citation cruciale de l'auteure principale, reprise par tous les articles que nous avons trouvés, et qui cadre la présentation de l'étude, masquant ses faiblesses et exagérant largement la portée de ses résultats.

La conclusion générale à tirer de l'étude, selon son auteure principale, est la suivante: « Nos résultats montrent que les anticipations constituent un facteur cliniquement pertinent qui influence le résultat à long terme de l'hormonothérapie. » Si

tel était le cas, l'étude serait vraiment très intéressante à lire, et à rapporter. Mais rien n'est vraiment vrai dans cette phrase: l'étude comporte trop de biais pour « montrer » sérieusement quoi que ce soit, elle n'évalue pas « le résultat de l'hormonothérapie » mais la survenue d'effets secondaires et la qualité de vie, et elle le fait pendant deux ans après le traitement, ce qui est un long terme très relatif. Relevant donc d'une interprétation au minimum excessive des résultats de l'étude, cette déclaration figure pourtant dans tous les articles analysés.

DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE AU FIL « LIFESTYLE » DE L'AFP

Dans le champ scientifique, la course à la publication est un problème bien connu. L'obtention de postes et de financements dépendant souvent du nombre d'articles publiés et de la renommée des revues qui les publient, les chercheurs sont incités à vendre leurs travaux, ou plus exactement à faire de la recherche « vendable ». Dans le domaine médical, l'influence des firmes pharmaceutiques, qui financent largement la recherche, pèse lourdement en ce sens. C'est dans ce contexte que le rédacteur en chef de la prestigieuse revue médicale *The Lancet* s'inquiétait, dans un éditorial d'avril 2015, de la faible qualité des recherches publiées: « Une part importante de la littérature scientifique, peut-être la moitié, pourrait bien être fautive. Grevée par des études aux petits effectifs, aux effets minuscules, aux analyses exploratoires invalides, et des conflits d'intérêt flagrants associés à l'obsession de suivre des modes d'un intérêt douteux, la science a pris un virage vers l'obscurité. »

Cela semble largement aggravé lorsque les chercheurs, ou les institutions qui les emploient (firmes pharmaceutiques, laboratoire, université) cherchent à donner un impact « grand public » à leurs travaux: dès lors, il n'est plus question de détailler les protocoles ou nuancer les résultats, mais bien d'appâter le chaland, quitte à tromper sur la marchandise. Pour cela, rien ne vaut une campagne de presse bien menée, par une agence de communication chargée de s'assurer de reprises nombreuses – et fidèles. Pourtant, nous l'avons déjà noté: toutes les données permettant de contester la présentation trompeuse du communiqué de presse

étaient disponibles dans l'article original d'*Annals of Oncology*. Mais cela suppose bien sûr que les journalistes qui rédigent ces articles aient la formation et le temps nécessaires à sa lecture.

Or les articles que nous avons recensés ont de toute évidence été rédigés par des journalistes n'ayant pas lu l'étude originale et qui se sont contentés du communiqué de presse, partiel et partial. Pis: il n'est pas certain que la lecture du communiqué ait été nécessaire à la rédaction des articles de reprise, dont la moitié (9 sur 17) sont signés « avec agences » ou « avec AFP ». On retrouve également la mention « RelaxNews », par exemple dans l'article de *La Dépêche*. Sur le site de l'AFP, on apprend que « le Fil AFP Relaxnews est le premier fil d'infos rich media (textes, photos, vidéos) consacré à l'actualité des loisirs et du lifestyle ». Ce fil, lancé en 2010, propose à ses clients des dépêches, vidéos, diaporama ainsi qu'un agenda d'événements culturels. Tous ces éléments sont produits à 30 % par l'AFP et à 70 % par RelaxNews, qui est une agence de presse détenue depuis 2015 par le groupe Publicis. Les « contenus » proposés sur ce fil sont donc indifféremment produits par des journalistes de l'AFP ou des journalistes travaillant pour une agence de presse détenue par un groupe de communication d'envergure mondiale. Et l'on retrouve ce mélange trouble de journalisme et de communication dans le communiqué de presse qui sert de base à la dépêche abondamment reprise, puisque la rédactrice de ce communiqué est à la fois « consultante en communication et journaliste indépendante ».

Des chercheurs (ou leurs employeurs) cherchant à légitimer leurs travaux en obtenant des reprises dans la presse générale ou « de vulgarisation », aux médecins et aux patientes exposés à une présentation trompeuse de ces travaux, le chemin passe donc par des « communicants journalistes » et un partenariat entre une agence de presse propriété d'un géant des « relations publiques » et une agence de presse publique. Mais ce chemin ne vaut que parce qu'il répond à une exigence primordiale de la presse en ligne: la fabrication rapide d'articles bon marché générant le plus de clics possible. Un écosystème indéniablement toxique.

ABSENTÉISME DES FONCTIONNAIRES : LES ÉDITOCRATES SE LÂCHENT

Comme nous le signalions en décembre 2013 dans notre article « Absences des fonctionnaires : comment malinformer sur des rapports », certains médias « ont fait de la chasse au fonctionnaire leur fonds de commerce ». La sortie fin novembre par le courtier en assurances Sofaxis de son « Panorama des absences au travail pour raisons de santé dans les collectivités territoriales en 2015 » a donné l'occasion à plusieurs éditorialistes de déverser encore une fois leur morgue à l'encontre des fonctionnaires, instrumentalisant au passage cette étude pour en faire coïncider le contenu avec leur obsession de purge de la fonction publique, qui fait en ce moment écho à la volonté affichée de François Fillon de vouloir supprimer 500 000 emplois publics en cas de victoire en 2017.

Acte I: Yves Thréard (Europe 1, 30 nov. 2016)

Magistralement mis en « selle » par Samuel Étienne — « Revenons en France, maintenant. Fonctionnaires : les chiffres qui donnent raison à Fillon, Yves, c'est le thème de votre édito ce matin », le sémillant serviteur des employeurs opprimés, s'époumone: « Oui, dans les communes, les départements et les régions, le taux d'absentéisme des fonctionnaires territoriaux a **augmenté de 9,3 %** entre 2014 et 2015 pour arrêt maladie ». Notons ici que l'éditorialiste, tout à sa volonté d'accabler les fonctionnaires, s'emmêle dans les chiffres: l'étude de Sofaxis indique que « le taux d'absentéisme [...] augmente de 6 % entre 2014 et 2015 » (p. 7), alors que les 9,3 % correspondent au taux d'absentéisme lui-même. On regrettera cette « erreur » malencontreuse sur laquelle repose l'essentiel de la démonstration du plumitif du *Figaro*... Et Yves Thréard de poursuivre: « Soit plus de 9 jours sur 100 de perdus, C'est précisément l'année où le gouvernement socialiste a supprimé le jour de carence qui empêchait, dans la fonction publique, d'être payé le premier jour d'un arrêt maladie. **Comme quoi...** »

Sans le revendiquer explicitement, mais en le suggérant lourdement, Yves Thréard recommande donc à son « poulain » pour 2017 de rétablir le jour de carence dès son « triomphe » consommé, et de ne surtout « pas mollir s'il veut tenir sa promesse [de purge des effectifs] pendant la campagne car il s'attaque là à une citadelle » — preuve en est, « déjà les syndicats haussent le ton et montrent leurs muscles ». Pour achever de convaincre les auditeurs de cette absolue nécessité, Yves Thréard complète son propos par « deux autres indications intéressantes », dont celle-ci: « L'absentéisme est **deux fois plus élevé chez les agents titulaires** que chez les contractuels. » Yves Thréard semble là encore réécrire le rapport à sa guise: nous avons



en effet épluché l'étude et le seul propos se rapprochant des élucubrations de l'éditorialiste est le suivant: « Dans les collectivités de 21 à 30 agents titulaires, ceux qui s'absentent au moins une fois dans l'année sont plus de deux fois plus nombreux en maladie ordinaire que dans les collectivités employant moins de 10 agents. » C'est la seule fois où l'on retrouve à la fois la mention des « agents titulaires » et d'absences « deux fois plus nombreuses ». On est là encore assez loin du propos d'Yves Thréard qui, s'il a trouvé ce chiffre ailleurs, oublie soigneusement de le mentionner.

Et, comme il faut à tout prix emporter le « morceau », l'éditocrate convoque enfin une autre comparaison, avec le secteur privé cette fois-ci, forcément défavorable aux fonctionnaires: « Qu'il s'agisse de la fonction publique d'État, hospitalière ou territoriale, selon une étude du ministère du Travail menée cette fois entre 2003 et 2011, l'absentéisme y est **plus élevé que dans le privé** ». Une affirmation qui, outre sa grande précision, prend là encore des libertés avec les rapports sur lesquelles elle s'appuie. Peu importe, le

verdict est d'ores et déjà sans appel : les fonctionnaires territoriaux sont des tire-au-flanc, il convient de les mettre au pas et de les remettre au travail. Une « évidence » que nous interrogerons plus loin.

Acte II : François Lenglet, avec Yves Calvi (RTL, 1^{er} déc. 2016)

Peut-être galvanisé par l'interprétation, la veille, de son confrère d'Europe 1, François Lenglet, est à l'unisson, même s'il réserve son opprobre — ce jour-là — aux seuls fonctionnaires territoriaux : « *Ce sont ceux qui travaillent dans les collectivités locales, comme les mairies par exemple; eh bien, ils détiennent le record national des congés maladie. En 2015, on a enregistré 72 arrêts pour 100 agents employés. Ça veut dire que chaque jour, il y a neuf agents en maladie sur 100 employés [...]. C'est que nous apprend une étude du courtier en assurances Sofaxis. C'est évidemment considérable. C'est plus que dans le secteur privé, et c'est bien plus que dans la fonction publique d'État, qui est la moins malade.* »

Mais, ce qui n'était que suggéré en creux par Yves Thréard est asséné explicitement — moult rires moqueurs en prime — avec une morgue décuplée par l'éditorialiste qui reçoit alors le soutien inconditionnel de son « passeur de plats » :

— François Lenglet : « *Il y a deux façons d'éviter les dérives : la première, c'est ce qu'on appelle une franchise. Quel que soit le risque assuré, on fait subir au bénéficiaire une petite perte pour le responsabiliser [...]. L'autre solution, c'est le contrôle. Assurance intégrale d'accord, mais contrôle strict des prestations. C'est ce que font par exemple les pays du nord de l'Europe où l'assurance sociale est excellente [...]. En France, haut niveau de prestations, absence de contrôle, ça veut dire désresponsabilisation.* »

— Yves Calvi : « *Mais ça veut dire qu'il faudrait rétablir le jour de carence?* »

— François Lenglet : « *Ben écoutez, à l'évidence oui. Ça permettrait, justement de responsabiliser davantage les fonctionnaires territoriaux; ça serait aussi une mesure d'égalité par rapport au privé où il y a trois jours de carence et vis-à-vis des fonctionnaires de l'État, qui sont, eux, plus scrupuleux.* »

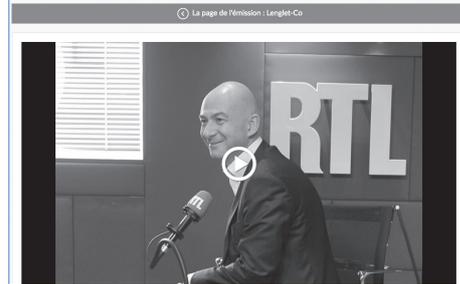
Nul besoin de s'étendre en longs commentaires, le verdict est là encore sans appel : les fonctionnaires territoriaux sont des tire-au-flanc, doublés d'irresponsables, il convient de les mettre au pas et de les remettre au travail. Une « évidence » que nous interrogerons plus loin.

Acte III : Axel de Tarlé et Samuel-Frédéric Servièrre (France 5, 2 déc. 2016)

Invité dans « C à dire », Samuel-Frédéric Servièrre, représentant de l'Ifrap — « *un club de réflexion libéral* » dont l'animosité à l'égard des fonctionnaires n'a d'égale que son omniprésence médiatique, notamment par l'intermédiaire de sa directrice, Agnès Verdier-Molinié —, récite sans sourciller la même partition qu'Yves Thréard et François

L'absentéisme en forte hausse chez les fonctionnaires territoriaux

ÉDITO - Le nombre d'arrêts maladie a explosé dans ces administrations. Un cas d'école de mauvais usage.



Lenglet, avec la complicité active de son hôte, qui lui « passe les plats » sans soulever la moindre objection. Axel de Tarlé¹ devance même souvent les affirmations de M. Servièrre, comme en témoignent les interventions de celui qui est pourtant supposé, d'après le site de « C à dire », « *interroger chaque jour de manière incisive un invité choisi pour son point de vue sur l'actualité la plus chaude* » :

— « *Samuel-Frédéric Servièrre, vous êtes expert à la fondation Ifrap, c'est un club de réflexion libéral. Alors, le cabinet Sofaxis vient de publier des chiffres chocs sur l'absentéisme dans les collectivités locales, c'est-à-dire les mairies, les départements, les régions. Alors, plus 26 % en huit ans. Alors, Samuel-Frédéric Servièrre, comment expliquez cette envolée des congés maladie?* »

— « *En 2014, que s'est-il passé? On a supprimé le jour de carence, c'est-à-dire que quand vous êtes malade, vous n'êtes plus pénalisé, on ne vous retire plus un jour de salaire, comme c'était le cas auparavant. Est-ce que vous êtes en train de me dire en gros que maintenant, si on tombe malade, on est payé dès le premier jour, du coup, y a peut-être des gens qui ont des "maladies diplomatiques" le vendredi soir pour partir en week-end plus tôt?* »

— « *Est-ce qu'on tombe plus malade dans les collectivités locales que dans le secteur privé? Est-ce qu'on peut comparer, je sais pas si c'est comparable?* »

— « *C'est deux fois plus [dans les collectivités locales].* »

— « *Alors, pourquoi tombe-t-on deux fois plus malade dans les collectivités locales que dans le secteur privé?* »

— « *On prend son jour maladie, c'est ça que vous voulez dire.* »

— « *Est-ce que ça veut dire qu'il y a une gestion laxiste des effectifs? Faut bien préciser qu'on parle des collectivités locales; je dis ça parce que pour les fonctionnaires d'État ou à l'hôpital, les études montrent là qu'on tombe pas plus malade que dans le privé, je crois. Enfin dites-moi si je me trompe, si?* »

— « *On revient dans nos collectivités locales, les départements, les mairies, les hôtels de région etc., est-ce que vous diriez qu'il y a un peu de laxisme dans la gestion des effectifs, et qu'on a des maires au fond, qui ferment les yeux pour acheter la paix sociale, parce que c'est ça qui est en jeu?* »

— [À la suite de l'affirmation de son invité sur un bien moindre absentéisme des contractuels par rapport aux

fonctionnaires:] « *Tant qu'on est contractuel, tout va bien, dès qu'on a le statut à vie...* »

Nul besoin de s'étendre en longs commentaires, le verdict est ici de nouveau sans appel: les fonctionnaires territoriaux sont des tire-au-flanc, il convient de les mettre au pas et de les remettre au travail. Une « évidence » que nous interrogerons plus loin. Notons cependant au passage une petite singularité d'Axel de Tarlé qui, au beau milieu de ce tir nourri contre les fonctionnaires territoriaux, s'interroge soudain: « *Est-ce qu'on n'alimente pas le "fonctionnaire bashing", comme on dit. On donne l'impression que dans les collectivités locales, on ne fait rien?* » Admirable... duplicité!

SE MÉFIER DES... (FAUSSES) ÉVIDENCES

Trop occupés à manier le martinet contre ces tire-au-flanc de fonctionnaires territoriaux, nos sémillants « chiens de garde » en ont oublié l'un des fondamentaux de leur métier: donner des informations fiables et vérifiées, tout en les mettant en perspective. Les « rois » fainéants ne sont pas ceux que l'on croit... Ils auraient ainsi pu relever qu'en matière de calcul de l'absentéisme, il n'existe pas de méthodologie commune appliquée dans tous les secteurs. Elle rend par conséquent les comparaisons difficiles entre elles, mais aussi entre agents aux statuts d'emploi différents, et incite à la prudence sur les conclusions qu'on peut en tirer.

C'est ce que rappelle utilement Agathe Vovard dans un article publié dans *La Gazette* le 30 mai 2016², confirmant un diagnostic déjà posé par une étude réalisée conjointement par l'Institut national des études territoriales (INET) et l'Association des DRH des grandes collectivités (ADRH-GCT) publiée quelques jours plus tôt, le 19 avril³. S'ils étaient un peu renseignés, au lieu d'être aveuglés par des *a priori* idéologiques, les éditocrates auraient pu souligner qu'un premier point faisait l'unanimité de la quasi-totalité des études menées sur le sujet de l'absentéisme pour raisons de

santé, tous secteurs et statuts d'emploi confondus: les éléments prépondérants à prendre en considération pour en apprécier les contours et les ressorts sont le niveau d'exposition aux contraintes physiques et psychosociales, mais aussi l'âge et la féminisation des effectifs.

Ils auraient pu aussi mettre en lumière que « l'impérieuse » nécessité de rétablir au moins un jour de carence pour les fonctionnaires pour faire diminuer leurs congés maladie de « confort », apparaissait fragilisée par plusieurs données concluant aussi bien à une quasi-équivalence entre fonctionnaires et salariés du privé en contrat à durée indéterminée (CDI) en matière d'absentéisme⁴, qu'à une inefficacité probable du rétablissement du jour de carence⁵. Enfin, effectuer un minimum de recherches aurait évité à François Lenglet de laisser croire à une absence de contrôle des arrêts de travail des fonctionnaires alors qu'un dispositif visant à les encadrer existe depuis trente ans, et qu'il a été renforcé deux fois depuis 2014.

Ces éléments factuels, études, rapports, chiffres... invalident-ils les données brutes du rapport de Sofaxis? Pas nécessairement. Mais la façon dont ils sont superbement ignorés par nos éditocrates, qui préfèrent gloser sur quelques chiffres, quitte à tricher un peu avec le contenu même du document auquel ils se réfèrent, est révélatrice d'une certaine conception du journalisme, davantage gouvernée par l'idéologie que par la volonté de produire de l'information. Si une évidence s'impose en définitive, c'est bien celle d'une automaticité de la pensée, doublée d'une morgue tenace de nos paresseux éditocrates envers les fonctionnaires; deux vilains défauts que nous avons constatés à de nombreuses reprises. Toujours est-il que ce nouveau « fait d'armes » de l'éditocratie démontre encore une fois que le combat pour obtenir un réel pluralisme dans les médias passe aussi impérativement par la fin de leur indéboulonnable omniprésence et de leur fausse omniscience. De l'air!

[1] Axel de Tarlé n'en est pas à son coup d'essai. Dès le 22 février 2013, il avait fait connaître sa réprobation à la suppression annoncée du jour de carence dans une chronique virulente sur l'antenne d'Europe 1, où il aboyait que « *pour l'intérêt général, c'est non [...]. C'est un mauvais signal envoyé à Bruxelles, aux marchés financiers et à tous les Français qui sont prêts à faire des efforts pour restaurer les comptes de la nation* ». Ce jour-là, il convoquait, à l'appui de ses propos... l'Ifrap. Le monde médiatique est vraiment très petit.

[2] « Absentéisme: les fonctionnaires territoriaux ne sont pas des fainéants ».

[3] « L'absentéisme dans les collectivités territoriales: mesures et pratiques ».

[4] Par exemple, la publication de la Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques (DARES) parue en février 2013 à laquelle Yves Thérard fait référence est infiniment plus nuancée que ce qu'il lui fait dire (Pour mémoire: « *Qu'il s'agisse de la fonction publique d'État, hospitalière ou territoriale [...] entre 2003 et 2011, l'absentéisme y est plus élevé que dans le privé* »): « *En moyenne sur la période 2003-2011, à principales caractéristiques identifiables équivalentes, les taux d'absentéisme des salariés en CDI de plus d'un an et des fonctionnaires ne diffèrent pas significativement. Ces deux catégories de salariés n'ont pas les mêmes droits de base mais, dans les faits, les conventions collectives ou des régimes de prévoyance peuvent rapprocher les droits de ces salariés de droit privé de ceux des fonctionnaires* » (p. 3 et 4).

[5] Constatée par exemple dans une étude de la Direction de la recherche de l'évaluation, des études et des statistiques (DREES) du ministère du Travail et des Affaires sociales parue en janvier 2015 sur « L'impact du délai sur le recours aux arrêts de maladie dans le secteur privé », qui conclut notamment que « *les salariés couverts durant le délai de carence n'ont pas de probabilité plus élevée d'avoir un arrêt dans l'année, mais ont des durées totales d'arrêt maladie significativement plus courtes* » (p. 1). Notons au passage que la même étude corrige une autre occultation pratiquée par nos « pourchasseurs » de fonctionnaires paresseux: « *Deux tiers [des salariés du privé] sont protégés contre la perte de revenu induite par le délai de carence par le biais de la prévoyance d'entreprise* » (p. 2).

«FOOTBALL LEAKS» : UNE LEÇON DE JOURNALISME PAR PASCAL PRAUD

Le 3 décembre dernier, dans « 13h Foot », Pascal Praud recevait Fabrice Arfi, journaliste à Mediapart, invité à s'exprimer à propos des « Football Leaks », vaste affaire de fraude et d'évasion fiscales dans le monde du football et impliquant des stars de premier plan, parmi lesquelles Cristiano Ronaldo, soupçonné d'avoir dissimulé plus de 150 millions d'euros au fisc espagnol. Mais l'interview de Fabrice Arfi prit rapidement un cours surréaliste, Pascal Praud remettant en question les éléments constituant les « Football Leaks », laissant entendre que frauder le fisc est une pratique justifiée et, last but not least, jugeant normal que les journalistes à l'origine de l'affaire subissent des pressions. Une belle leçon de journalisme et d'indépendance, que le propriétaire d'i-Télé aura sans doute appréciée à sa juste valeur.

« UN DISCOURS DE MORALE »

Première alerte, après quelques minutes d'interview, quant Fabrice Arfi insiste sur la gravité des faits établis par les « Football Leaks » (« Quand quelqu'un [...] comme Cristiano Ronaldo, qui dissimule 150 millions d'euros dans les paradis fiscaux, c'est de l'argent qui échappe à la richesse des nations, aux services publics, aux écoles, aux crèches... »), il est alors interrompu par Pascal Praud: « J'entends Fabrice, j'entends ce discours qui est un discours de morale et on peut l'entendre... » Remettre en cause des pratiques illégales, ici la fraude et l'évasion fiscales est donc, selon Pascal Praud, « un discours de morale ». Étrange déclaration, à laquelle Fabrice Arfi réplique :

— Fabrice Arfi: « Non, non, c'est un discours factuel. »

— Pascal Praud: « Oui mais c'est moral... »

— Fabrice Arfi: « Non, ce sont des faits. »

Le journaliste d'i-Télé ne poursuit pas sur cette voie. Heureusement, car nous n'aurions pas manqué de souligner que sa conception de ce qui est « moral » et de ce qui ne l'est pas semble être à géométrie variable. Pascal Praud, très préoccupé par les deniers de l'État, dénonce régulièrement les dépenses publiques « inutiles » au cours de ses chroniques sur RTL, comme le 2 novembre dernier, où il s'en prenait vivement aux « Comités Théodule », ces « trucs de l'administration avec un titre bien ronflant » qu'il



faudrait supprimer car ils coûtent « 27 millions d'euros » et que « ce serait toujours ça d'économisé ». Passons.

Deuxième alerte, quand Pascal Praud tient à préciser « qu'aujourd'hui il n'y a aucune instruction judiciaire qui est ouverte » et donc « qu'on peut avoir quand même pour le moins une forme

de présomption d'innocence sur les gens » dont les noms sont cités. Rappeler le principe de la présomption d'innocence? Pourquoi pas. Mais il va rapidement apparaître qu'il ne s'agissait pas pour Pascal Praud de se poser en défenseur du droit et de la loi, mais plutôt de tenter de délégitimer Fabrice Arfi et ses confrères à l'origine des « Football Leaks » et de défendre, coûte que coûte, les stars du football mises en cause.

« L'ÉVASION FISCALE, C'EST UN SPORT NATIONAL »

Ainsi, alors que le journaliste de Mediapart évoque, un peu plus tard au cours de l'entretien, l'une des sources à l'origine des révélations et s'en prend à la « haute finance », il est en effet de nouveau interrompu par Pascal Praud, qui lui pose alors une question des plus... surprenantes :

— Fabrice Arfi: « [Cette source veut] faire le ménage dans ce sport, le foot, qui a été cannibalisé en quelque sorte par une haute finance cupide et rongée par l'appât du gain... »

— Pascal Praud: « Bon. L'évasion fiscale, c'est un sport national, et international, manifestement. Bon. Est-ce que

les gens qui ont pratiqué cette évasion fiscale ont le sentiment de l'avoir fait dans les règles? »

Lors du premier visionnage de l'interview, nous avons eu du mal à comprendre cette question. Fabrice Arfi aussi visiblement, qui reste muet suite à l'intervention de Pascal Praud, lequel tente alors de reformuler les choses. Voici l'intégralité de l'échange :

— Pascal Praud : « ... Si j'ose dire. Est-ce que c'est des montages financiers comme il en existe, j'imagine hein, **quand on a beaucoup d'argent on se dit "tiens je vais essayer de passer à travers les mailles du filet..."** »

— Fabrice Arfi : « Ah on se dit ça quand on a beaucoup d'argent? »

— Pascal Praud : « Quand on a beaucoup d'argent oui je pense que effectivement, les gens qui ont beaucoup d'argent disent "tiens je vais mettre de l'argent en Suisse je vais mettre de l'argent en Belgique, je vais essayer d'échapper à l'impôt". »

— Fabrice Arfi : « Ah oui? »

— Pascal Praud : « **Bah vous le savez bien quand même, Fabrice! Que ils sont... J'imagine quand tu gagnes énormément d'argent tu as beaucoup de...** »

— Fabrice Arfi : « C'est de la morale inversée ça... »

— Pascal Praud : « ... beaucoup de conseillers fiscaux, vous entendez bien ce que je comprends, **c'est une réalité Fabrice, ne jouons pas sur les mots.** »

Malheureusement pour Pascal Praud, à Acrimed, nous sommes très joueurs. Nous l'avons donc pris au mot et sommes allés vérifier si la tolérance dont il semble faire preuve à l'égard d'individus se rendant coupable de fraude fiscale, d'évasion fiscale ou, plus généralement, de détournement d'argent, était une constante chez lui. Et nous n'avons pas été déçus du voyage¹. Le 15 septembre 2016, lors du procès de Jérôme Cahuzac, Pascal Praud n'avait pas de mots assez durs pour condamner l'ex-ministre des Finances et la procureure, coupable à ses yeux d'un réquisitoire trop bienveillant : « Elle a réclamé trois ans de prison ferme à l'encontre de Jérôme Cahuzac. Mais pardonnez-moi de le dire comme ça : trois ans, c'est rien. Il encourait jusqu'à sept ans de prison. Qu'est-ce qu'il faut faire pour avoir le maximum

de la peine pour fraude fiscale et blanchiment? [...] Mais aux États-Unis il prendrait des années de prison! Al Capone est tombé pour fraude fiscale, il avait pris dix-sept ans. »

Un peu plus tôt, le 5 juillet 2016, c'est à Agnès Saal, ex-directrice de l'Ina convaincue de détournement de fonds publics, qu'il s'en prenait avec vigueur, ironisant sur la faiblesse de la sanction interne prise à son encontre : « Dans quelle entreprise un salarié qui a volé la société à hauteur de 40000 euros, condamné, retrouverait-il son bureau après six mois de mise au piquet? Quelle crédibilité pour Agnès Saal, quelle dignité pour le service public, quelle image pour le ministère de la Culture, et quel exemple pour nous les Français! [...] Le cas Agnès Saal révèle l'état d'esprit de ceux qui nous dirigent : l'exemplarité, c'est toujours pour les autres. »

De toute évidence, selon Pascal Praud, il y a fraude et fraude. Si ce sont des ministres, ex-ministres ou hauts fonctionnaires qui sont mis en cause, c'est intolérable et inexcusable. Soit. Mais si ce sont des footballeurs, des dirigeants de clubs, des entraîneurs ou des agents, il faut essayer de les comprendre : après tout, quand on est riche, il est normal que l'on tente « d'échapper à l'impôt » et il peut même arriver que l'on pratique l'évasion fiscale tout en étant de bonne foi et en pensant « respecter les règles ».

« PARDONNEZ-MOI DE ME FAIRE L'AVOCAT DU DIABLE »

Et ce n'est pas tout. Si l'évasion fiscale est compréhensible, il est en revanche permis de douter des méthodes d'investigation des journalistes à l'origine des « Football Leaks ». Après tout, est-ce bien légal?

— Pascal Praud : « Les sources! Les sources! Elles sont légales ou illégales? **C'est-à-dire que si c'est un hacker, c'est illégal.** »

— Fabrice Arfi : « Il est possible qu'une source ait commis un acte illégal... »

— Pascal Praud : « Oui... »

— Fabrice Arfi : « ...mais ce n'est pas nous. Nous ne l'avons pas commandité. La jurisprudence de ce point de vue là est constante. »

Raté. Mais il en faut plus pour arrêter Pascal Praud, qui va ensuite mettre en doute la véracité même des informations révélées dans les Football Leaks car après tout, le monde du football est « incroyablement surveillé ». Cela commence par une remarque faussement naïve :

— Pascal Praud : « Pardonnez-moi de me faire l'avocat du diable, si j'ose dire, mais ce qui est amusant... enfin intéressant dans ce que vous dites ce matin c'est que... vous dites "ce sont des faits", et il n'y a aucun... **aucune limite, aucune prudence, aucune... même de dire "bah on a peut-être été abusés", il y a peut-être des...** » Car Pascal Praud a des bonnes raisons de douter :

— Pascal Praud : « **Non mais parce que là je peux vous donner un témoignage personnel puisque j'étais dans un club de football². Et je vous l'ai dit tout à l'heure en préparant l'émission : c'est incroyablement surveillé! C'est-à-dire que... à l'extérieur, les gens, les gens ont une image du football en gros "tous pourris". C'est ça. Bon. [...] Et quand vous avez une expérience de l'intérieur bah vous vous apercevez que c'est incroyablement réglementé, surveillé...** »

Avocat du football-business ou journaliste? De toute évidence Pascal Praud a choisi, ce que va malheureusement confirmer la dernière partie de l'interview.

« C'EST NORMAL QU'IL Y AIT DES PRESSIONS »

Quelques secondes après cette mémorable séquence, David Aiello demande à Fabrice Arfi si les journalistes qui ont enquêté sur les « Football Leaks » ont subi des pressions. Ce qui ne manque pas de faire réagir un Pascal Praud désormais en roue libre :

— David Aiello : « Vous n'avez pas eu de pressions? »

— Pascal Praud : « Non mais ils s'en fichent des pressions Mediapart. **C'est normal qu'il y ait des pressions. Mais c'est normal!** »

Oui, vous avez bien lu. Et ce n'est pas fini. Fabrice Arfi explique en effet que des pressions ont bel et bien été exercées, entre autres via des



lettres, venues de cabinet d'avocats, exigeant des journalistes qu'ils dénoncent leurs sources et renoncent à publier leurs informations, mais aussi une procédure judiciaire en Espagne visant à empêcher toute publication et à saisir les documents des « Football Leaks ». C'en est trop pour Pascal Praud :

— Pascal Praud : « **Les pressions, bah elles existent et c'est la base des journalistes [sic] et, alors pas celle que vous venez peut-être de dire, il y a des pressions qui sont parfaitement inacceptables et notamment lorsque l'intégrité des journalistes est mise en cause ou en tout cas est attaquée, mais en revanche des pressions c'est la vie quotidienne d'un journaliste et c'est, j'ai envie de dire c'est à lui simplement de pouvoir y résister.** »

Oui, vous avez bien lu (bis). Et ce n'est pas fini (bis), puisque Pascal Praud va continuer à banaliser, voire justifier les pressions sur les journalistes, en toute confraternité bien sûr, s'attirant de nouveau quelques sèches répliques d'un Fabrice Arfi qui semble ne pas croire ce qu'il est en train d'entendre – et on le comprend :

— Pascal Praud : « [...] Mais en revanche des pressions c'est la vie quotidienne d'un journaliste et c'est, j'ai envie de dire c'est à lui simplement de pouvoir y résister. Mais que les gens fassent pression pour faire avancer leur opinion de l'autre côté, voilà ça, ça... »

— Fabrice Arfi : « Il n'y a pas besoin de pression, il suffit de la donner l'opinion. »

— Pascal Praud : « ... voilà c'est... vous savez comment ça se passe. **Non mais il y a toujours des pressions ça c'est, c'est une tarte à la crème la pression sur les journalistes, un président, lorsqu'il appelle, lorsqu'il appelle un journaliste pour dire "tiens voilà, etc." il fait passer son message et puis c'est au journaliste de...** »

— Fabrice Arfi : « Ce n'est pas une pression ça, c'est un coup de fil. »

Pascal Praud décide alors de mettre soudainement un terme à l'entretien. Mais c'est plus fort que lui, il ne peut s'empêcher de provoquer une dernière fois Fabrice Arfi, après avoir fait semblant de rendre hommage à son travail :

— Fabrice Arfi : « Ce n'est pas une pression ça, c'est un coup de fil. »

— Pascal Praud : « Bon. On va parler en revanche... D'abord merci d'être venu. »

— Fabrice Arfi : « Merci à vous, merci pour l'invitation. »

— Pascal Praud : « Et vraiment il faut féliciter votre travail que l'on peut écouter et lire sur Mediapart, le prochain épisode c'est ces prochains jours, bien évidemment. »

— Fabrice Arfi : « Dès cette nuit, voilà, [...] et il y en aura durant la semaine... »

— Pascal Praud : « **Ça se vend bien comme ça, en teasing.** »

— Fabrice Arfi : « Hein? »

— Pascal Praud : « C'est une série, c'est un feuilleton, ça peut se vendre bien. »

— Fabrice Arfi : « Absolument c'est un feuilleton, un peu comme la presse du XIX^e siècle.

En même temps 18 millions de documents c'est compliqué à sortir d'un coup. »

— Pascal Praud : « Bieeeeeen sûr. »

Fin de la leçon de journalisme.

Pascal Praud aura donc réussi, en une quinzaine de minutes, à faire la démonstration de l'étendue de son talent en se plaçant résolument du côté de ceux qui tentent de jeter le discrédit sur les « Football Leaks » et les journalistes qui ont révélé ce scandale, le tout sur un ton souvent hautain, voire méprisant. Ce qui n'empêche pas le journaliste de tenter, à plusieurs reprises au cours de l'interview, d'arracher un « scoop » à Fabrice Arfi, de préférence à propos de clubs et/ou de joueurs français.

Pascal Praud avait brillé par son absence, et son silence, durant la grève à i-Télé, de toute évidence peu concerné par la mobilisation de ses collègues contre les lubies de l'actionnaire et de la direction de la chaîne. Après le visionnage et l'analyse de cette séquence consacrée aux « Football Leaks », on comprend mieux pourquoi. Un journaliste qui défend la fraude et l'évasion fiscales lorsqu'elles sont pratiquées par d'autres que des ministres ou des hauts fonctionnaires, qui remet en question l'intégrité de ses confrères au prix de petits arrangements avec la vérité sans toutefois oublier d'essayer d'obtenir une information qui fera le « buzz », et qui estime qu'il est « normal » qu'un journaliste subisse des pressions n'est-il pas, après tout, le journaliste rêvé de Vincent Bolloré ?

Post-scriptum : Alors que cet article était rédigé, nous avons appris que le Football Club de Nantes, club dans lequel Pascal Praud a exercé les fonctions de directeur général délégué, venait d'être à son tour mis en cause dans l'affaire des « Football Leaks ». Ceci expliquerait cela ?

[1] Signalons, même si cela va sans dire, qu'il ne s'agit pas ici de défendre les individus mis en cause par Pascal Praud mais de souligner les indignations à géométrie variable de ce dernier.

[2] Pascal Praud a été, de 2008 à 2010, directeur général délégué du Football Club de Nantes.



AUTOCRITIQUES MÉDIATIQUES



Le dernier trimestre de l'année 2016 a donné lieu à une séquence intensive d'autocritique (au sens fort: d'auto-critique), ou tout du moins d'apparente autocritique des médias dans les médias. Le vote britannique en faveur du « Brexit », la victoire de Donald Trump et la qualification de François Fillon lors de la primaire de la droite, au détriment du « favori » Alain Juppé, ont en effet suscité de nombreuses contestations des grands médias, au point que ceux-ci ont dû faire mine de les entendre, parfois en reconnaissant leur légitimité, mais le plus souvent en les neutralisant tout en proclamant avoir « compris le message » des électeurs. Retour, donc, sur une séquence d'autocritique inoffensive, sinon auto-justificatrice, dont les grands médias ont le secret. En effet, ce n'est pas la première du genre: on se souviendra notamment de celle qui avait suivi le premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2002, ou encore les résultats du référendum sur le Traité constitutionnel européen en mai 2005.

HARO SUR LES SONDAGES?

LES SONDAGES ont, comme bien souvent, été au cœur de la tempête. Le 11 novembre, dans sa chronique « La mécanique médiatique » sur France Inter, Jean-Marc Four dénonce « la confiance aveugle dans les sondages »: « Comme un seul homme, la presse, toujours obnubilée par la prétention absurde de prédire l'avenir, a emboîté le pas à ces enquêtes qui, toutes, avaient sous-estimé la mobilisation d'un camp et surestimé la mobilisation de l'autre. » Le 15 novembre, Johan Hufnagel signe un éditorial au vitriol dans *Libération*, intitulé « Toxicos »: « Les sondages, c'est une drogue. Dure. Les plus dépendants? Sans nul doute les politiques et les journalistes.

Certains avaient même promis d'arrêter. Promesse d'ivrogne... Pour les politiques, les sondages sont le miroir, mon beau miroir, de leur personnalité, le thermomètre d'un réel qu'ils ont quitté depuis bien longtemps. [...] Pour les journalistes, ces chiffres sont une facilité pour parler de la vie politique. On voit bien l'impasse où mène cette injection quotidienne de sondages. Avec les petites phrases, les images des déplacements millimétrés et le suivi de la stratégie des partis pour seul horizon, elle participe à l'enterrement des débats de fond et de l'analyse des programmes. » Cet éditorial présagerait-il une cure de « désintoxication » collective à *Libération*, à l'instar du *Parisien* qui a annoncé, le 3 janvier 2017, qu'il ne commanderait plus de sondages — sans toutefois

s'interdire de commenter ceux des autres médias?

Le 25 novembre, c'est dans *M le Magazine du Monde* que l'on apprend que les sondeurs ont « le blues » (sic) car « la cote de confiance des sondeurs d'opinion a pris quelques grammes de plomb dans l'aile après deux accidents industriels consécutifs: la victoire surprise du Brexit au Royaume-Uni, le 23 juin, puis l'élection inattendue de Donald Trump à la présidence des États-Unis, le 8 novembre. » Dans cet article de Christian Roudaut, qui s'intitule donc « Le blues des sondeurs », Emmanuel Kessler, patron de Public Sénat, remet les choses à leur juste place sondomaniaque: c'est la « volatilité » de « l'opinion » qui affole les baromètres! D'où ce vibrant appel aux sondologues:

« Le caractère de plus en plus fluctuant et volatil de l'électorat doit entraîner une profonde révision des méthodes des sondeurs. Leur métier devient de plus en plus complexe. Les événements vont les obliger à affiner en permanence leurs dispositifs d'enquête pour essayer de cerner une opinion toujours plus mouvante, plus difficile à appréhender. » La solution : toujours plus de sondages — mais « affinés », s'il vous plaît !

Ainsi montrés du doigt, les sondeurs sont à leur tour montés au créneau, avec notamment la publication d'une tribune collective le 14 novembre dans *Le Monde*, signée par le gratin de la sondologie¹ et sobrement intitulée « Pouvoir se fier à des sondages sérieux reste un enjeu démocratique ». Extrait : « En période préélectorale, les sondages sont pour les responsables politiques et les journalistes comme le café du matin : selon les jours, on le trouve amer, revigorant ou insipide. Sondeurs, nous sommes habitués à cet intérêt paradoxal et à ses variations, qui font partie du jeu. Plus inquiétante est l'émergence d'une défiance systématique et militante envers les sondages, accusés d'être manipulateurs, auto-réalisateurs ou erronés par principe... même s'il est impossible d'être tout cela à la fois ! » Et de contester, une à une, les critiques formulées contre les instituts de sondages. Et de recevoir le renfort d'une professeure de science politique (Sylvie Strudel) qui, sans ironie, affirme avec aplomb que « l'électorat s'emploie à "défaire" les sondages ».

Au-delà de ces quelques escarmouches, rien de bien nouveau sous le soleil. Certains journalistes et médias reconnaissent qu'il leur arrive parfois de céder à une trop grande tentation sondagière, les sondeurs défendent, dans ces mêmes médias, le sérieux de leurs études et expliquent que ce ne sont pas les sondages qui se trompent mais ceux qui les interprètent ou



les confondent avec le résultat d'un scrutin, et c'est reparti pour un tour. Comment ne pas penser que les articles parfois très critiques font office, en dépit de la bonne volonté de leurs auteurs, de contributions décoratives, quand on découvre que la production de sondages-à-commenter n'a pas diminué pour autant ? C'est ainsi que *Libération* qui, comme on l'a vu, ne mâchait pas ses mots contre l'addiction aux sondages, a publié et commenté pas moins de... huit sondages entre le 29 novembre et le 5 décembre 2016, ainsi qu'un « baromètre mensuel » le 15 décembre, dont la leçon est bouleversante puisqu'il nous apprend que Valls est jugé « plus présidentiable » qu'en novembre, mais que son positionnement est jugé « flou ». Diantre !

LE « TERRAIN » ET LA « COLÈRE »

Autre thème, en passe de devenir une mode... provisoire : la « déconnexion », réelle ou supposée, entre les journalistes et la population, et notamment les classes populaires. C'est cette « déconnexion » qui expliquerait qu'aux États-Unis comme en Grande-Bretagne ou en France, les grands médias ne « voient pas venir » certains événements politiques majeurs. « Nous, médias traditionnels, sommes déconnectés de la classe

ouvrière américaine. Nous passons trop de temps à discuter avec des sénateurs, et pas assez à aller à la rencontre des métallurgistes au chômage », écrit ainsi Nicholas Kristof, du *New York Times*. Jim Rutenberg, du même quotidien, renchérit : « Les électeurs ont attaché beaucoup plus d'importance aux maux que M. Trump promettait de soigner qu'à ses traits personnels sur lesquels nous avons choisi d'écrire². » Pour Jean-Marc Four, dans sa chronique déjà citée, le verdict est sans appel : « Une partie de la population journalistique persiste à prendre de haut cet électorat qui rejette l'élite et veut

sortir tous les sortants, cette classe moyenne souvent déclassée qui a peur, de l'immigration en particulier et de l'avenir en général. Culturellement plus proches des élites, les journalistes ont parfois spontanément tendance à défendre leur vision. Ils font en conséquence l'objet du même rejet. Conséquence : cet électorat s'informe de moins en moins via les médias traditionnels. »

Cette critique n'est pas dénuée de fondement, mais est toutefois très loin de faire l'unanimité au sein de l'éditocratie — ceci expliquant peut-être cela. C'est ainsi que Jérôme Fenoglio, directeur du *Monde*, rejette l'idée d'une déconnexion, d'une « bulle » journalistique : « La mode est à l'autoflagellation mais je constate que Clinton a plus d'un million de voix d'avance sur Trump dans le vote populaire. [...] Le journalisme n'est pas un milieu social mais une pratique professionnelle³. » Que cela plaise ou non au directeur d'un quotidien qui n'est pas le plus lu, c'est le moins que l'on puisse dire, au sein des classes populaires, les journalistes — et non le journalisme... — forment bien un milieu social, certes différencié, mais subordonné à des chefferies éditoriales. Quant à l'éditorialiste Thomas Legrand, il s'insurge : « C'est quand même fort de dire que la presse ne comprend pas le peuple,

juste parce qu'elle s'attache à déconstruire le monde simpliste et binaire proposé par les démagogues! Le choix de la presse de soutenir Hillary Clinton (pourtant détestée pour être l'incarnation du monde cynique de la finance), ce choix par défaut, était le choix du candidat qui trafique le moins la réalité à son profit; bref, le choix triste de la rationalité contre le fantasme... Rationalité, notion, il est vrai, en chute libre » (« L'édito politique », France Inter, 14 nov. 2016). Il ne vient pas à l'esprit d'un éditorialiste que le journalisme doit d'abord informer, avant de prétendre « déconstruire » — et a fortiori de « choisir » et de « soutenir » un candidat. Mais la charge la plus significative est venue de Guillaume Erner, producteur des « Matins de France Culture », dans un article publié le 16 novembre par Charlie Hebdo: « Ce n'est pas que les journalistes n'ont pas fait leur travail, c'est que ce travail n'a réussi à convaincre que les convaincus. La dernière mauvaise nouvelle, c'est que ce ne sont pas les journalistes qui sont coupés du monde, mais le monde qui s'est coupé des journalistes. » Les journalistes n'auraient donc pas le peuple qu'ils méritent!

Les déclarations d'intention n'ont pas manqué qui, tout en contestant explicitement ou implicitement la réalité du décalage entre certaines rédactions et les préoccupations quotidiennes des classes populaires, révèlent l'existence de ce décalage. Naïves ou cyniques, les proclamations de bonne volonté ne semblent pas indiquer que les choses vont aller en s'améliorant. Difficile en effet de retenir quelques sarcasmes lorsque l'on apprend que le directeur du Monde entend s'appuyer, lors de la campagne présidentielle, sur « une "task-force" de six à huit journalistes lancés à la rencontre de "la France de la colère et du rejet"⁴ ». La militarisation du vocabulaire laisse songeur quand on mesure l'ampleur de cette task force — ou « force opérationnelle ». Plus radicalement, on ne peut que partager le commentaire acerbe de Frédéric Lordon: « On pourra égailler autant qu'on veut des bataillons de pigistes précarisés dans la nature avec pour feuille de route le "retour au terrain", on ne voit pas trop ce que cette dispersion pourrait produire comme révisions éditoriales sérieuses, qui auraient dû survenir il y a longtemps déjà, et ne surviendront plus quoi qu'il arrive⁵. » Et l'on voit mal en effet quelle révision sérieuse envisage le directeur du Monde quand il évoque « la France de la colère et du rejet »: une formule qui en dit long sur une certaine forme de mépris éditorial à l'égard de ces populations insaisissables qui refusent de voter comme le souhaiteraient les soi-disant « élites »... Autre remède illusoire: le fact checking (pratique journalistique en vogue qui consiste à opposer à la « post-vérité » la « vérité des faits »), quand il est présenté comme une réponse miracle par des chefferies éditoriales qui déplorent la crédulité du public et s'émeuvent de la fin du rôle prescripteur des médias traditionnels. Ces prétentions « pédagogiques » sont vouées à l'impuissance quand elles prennent pour cible un peuple considéré comme égaré sur le chemin de la vérité...

VOUS AVEZ DIT « BULLES MÉDIATIQUES » ?

Tout comme sont vaines les vitupérations contre les réseaux sociaux, devenus coupables de tous les maux et

cibles commodes de nombre de tenants du débat public. Difficile de comptabiliser les publications et déclarations incendiaires à l'égard de Facebook et de ses « filtres », qui enfermeraient les usagers du réseau social dans une « bulle informationnelle » d'où serait exclue, au mieux, la diversité des points de vue et, au pire, la vérité elle-même. C'est la thèse des « filtre bubbles », ou « bulles de filtre », résumée ainsi par Eli Pariser, auteur de l'ouvrage qui a popularisé le concept: « Vous vous endoctrinez vous-même avec vos propres opinions. Vous ne réalisez pas que ce que vous voyez n'est qu'une partie du tableau, et cela a des conséquences sur la démocratie: pour être un bon citoyen, il faut que vous puissiez vous mettre à la place des autres et avoir une vision d'ensemble. Si tout ce que vous voyez s'enracine dans votre propre identité, cela devient difficile, voire impossible » (cité par Alexandre Piquard et Alexis Delcambre, « Facebook est-il un danger pour la démocratie? », LeMonde.fr, 1^{er} nov. 2016).

14 | ENQUÊTE Le Monde
MÉDIAS 3 NOVEMBRE 2016

Facebook, faux ami de la démocratie

A la veille d'élections décisives, les internautes se déchirent sur le réseau social le plus fréquenté du monde. Un forum au ton virulent, géré par un algorithme qui se dit « agnostique » mais révèle son incapacité à susciter un vrai débat, fondement de la culture démocratique

trouble. Et puis, à mesure que la guerre civile s'intensifie, les fils sociaux deviennent « un cocktail explosif où les discours de haine s'encrent allégrement de vidéos gigantesques de corps en mouvement, de tortures, et autres images inédites-filées ». Les clics et les points de vue défilent, sans méditation, sans notion d'équilibre. D'où le constat posé par cet enseignant-chercheur de l'université Lumière-Lyon-II, dans un entretien à « Big Brothers », un blog du Monde, au printemps 2016: « On navigue à travers une succession de filtres générés par les gens que Fox "suit" ou que Fox a ajoutés à sa liste d'amis ». On ne s'ouvre pas à tous les possibles; au contraire, on a accès à des informations filtrées par un réseau coopté. On fonctionne en circuit fermé. »

À des milliers de kilomètres des affaires syriennes, la campagne présidentielle américaine a elle aussi révélé la puissance de ces « filtres ». Aux États-Unis, Facebook range ses utilisateurs parmi 98 catégories politiques, afin de pouvoir vendre un ciblage très fin aux annonceurs. En mai, le Wall Street Journal a créé un outil permettant de comparer le fil d'un utilisateur classé comme « très libéral » à celui d'un autre, « très conservateur ». Résultat: deux visions du monde radicalement différentes. Par exemple, sur une question citée comme celle de l'avortement, le fil « bleu » (libéral) présente une vidéo des manifestations en Belgique contre son interdiction, tandis que le fil « rouge »...

Le danger des « bulles de filtre » serait double. On constaterait tout d'abord un « enfermement » dans un univers non-pluraliste, favorisant la constitution de « groupes » imperméables les uns aux autres: « Faute d'une information commune, ces différents groupes risquent de se retrouver dans l'incapacité à débattre ensemble, ce qui est pourtant un fondement de la culture démocratique⁶. » De plus, les « bulles de filtre » seraient le cadre idéal pour les « démagogues » et autres « populistes » désireux de surfer sur la défiance vis-à-vis des médias traditionnels pour diffuser leur discours mensonger, « post-vérité ». Ce dernier phénomène serait largement responsable, selon divers médias et journalistes, de la victoire de Donald Trump, grâce à un usage particulièrement efficace (et malhonnête) des réseaux sociaux.

Un point de vue critiqué, à juste titre, par plusieurs auteurs. On pense ici notamment à André Gunther qui, le 13 novembre sur son site « Images sociales », faisait la remarque suivante à propos de l'article du Monde cité plus haut: « Il n'y a pas de bulle. Et il n'y a pas non plus d'impartialité journalistique, qui se hisserait au-dessus de la subjectivité des réseaux sociaux. N'en déplaise au "quotidien de référence", qui s'adresse à une clientèle tout aussi calibrée par sa régie de publicité, c'est la préten-

tion à l'objectivité, à la neutralité et à un pluralisme défini d'en haut qui constitue le principal obstacle à une information honnête, c'est-à-dire signée, et qui admet son orientation, plutôt que de la nier. » L'envers de la critique des réseaux sociaux est en effet trop souvent une défense inconditionnelle des médias traditionnels, seuls garants de la vérité et du pluralisme, comme s'efforce de nous en convaincre l'article déjà cité d'Alexandre Piquard et Alexis Delcambre : « *Quels que soient leurs biais, les médias traditionnels fonctionnent avec des règles qui reflètent celles des sociétés démocratiques : ils font entendre différents points de vue, s'attachent à proposer un équilibre dans les sujets qu'ils abordent, à respecter le principe du contradictoire... Dans certains cas, ils sont même soumis à une régulation, à l'image des radios et télévisions en France, qui se voient imposer par le CSA de respecter le pluralisme et l'équilibre des temps de parole en politique. Autant de principes qui sont étrangers à Facebook.* »

Un tel aveuglement face au déficit réel de pluralisme, aux effets délétères des leçons de pédagogie matraquées par des éditorialistes persuadés d'être des éclaireurs du peuple, et aux erreurs répétées des grands médias en quête de scoops et de « buzz », en dit malheureusement long... Les tauliers du débat public ont en réalité une lourde part de responsabilité dans les phénomènes qu'ils prétendent dénoncer, voire même combattre. A fortiori lorsqu'ils entendent réduire le débat public à une confrontation entre les « idéologues » (ceux qui prétendent que les choses pourraient être autrement) et les « réalistes » (eux-mêmes, qui savent ce qu'est le monde et donc ce qu'il ne peut pas être). Pour citer à nouveau Frédéric Lordon et son article « *Politique post-vérité ou journalisme post-politique ?* » : « *Trump a menti, nous avons vérifié, nous sommes irréprochables. Malheureusement non. C'est qu'un Trump puisse débouler dans le paysage dont vous êtes coupables. Vous êtes coupables de ce qu'un Trump n'advient que lorsque les organes de la post-politique ont cru pouvoir tenir*

trop longtemps le couvercle sur la marmite politique. »

Certes, les médias ne sont pas toujours les principaux responsables des phénomènes qu'ils prétendent combattre. Mais comment pourraient-ils s'y opposer lorsque les causes de leur développement leur échappent ? La récente séance d'auto-critique médiatique dissimule mal une volonté de défendre coûte que coûte les « grands médias » traditionnels et de neutraliser, sous couvert d'une tolérance vis-à-vis de la critique, toute critique radicale du paysage médiatique et de son fonctionnement. Les quelques « réformes » envisagées, qu'il s'agisse d'un moindre appétit pour les sondages, d'une meilleure prise en compte du « terrain » ou de la fin de la focalisation sur la politique politicienne pour mieux écouter la « colère » des « vraies gens », quand bien même elles ne seraient pas que des vœux pieux, ne changeront pas grand-chose à la donne médiatique et au rejet de plus en plus marqué du petit monde des grands médias par le peuple qu'ils prétendent rencontrer et éduquer. D'autant que l'on est en droit de douter qu'ils tiennent vraiment leurs maigres engagements.

Loin de nous, évidemment, l'idée de donner raison à Donald Trump ou à certaines critiques, souvent venues de la droite la plus conservatrice⁷ et de rejeter en bloc, pour des raisons étroitement politiques, « les » médias et « les » journalistes. Mais force est de constater que les critiques, radicales, venues d'Acrimed et du pôle auquel nous appartenons ne sont pas tournées en dérision. Pourtant, ces critiques, souvent polémiques, mais toujours aussi rigoureuses que possible, ne cessent d'aborder — et de prendre à la racine... — les problèmes que certains semblent re-découvrir à chaque accident de l'industrie médiatique : l'overdose de sondages et de sondologie, la prime au journalisme de commentaire au détriment du journalisme d'enquête, l'absence flagrante de pluralisme avec une éditocratie qui se partage l'essentiel des émissions ou pages de « débat », les logiques

de concurrence et d'audimat qui favorisent la production d'une information low-cost et sa « circulation circulaire », etc.

Non, « les » médias et « les » journalistes ne sont pas à eux seuls responsables de phénomènes politiques et sociaux d'ampleur. Mais il est pour le moins regrettable — et c'est un euphémisme — de constater que ceux qui prétendent accepter, quand ils ne peuvent pas faire autrement, de se remettre en cause, entendent garder le monopole de la critique en choisissant eux-mêmes les questions autorisées. Les mêmes excluent du débat public les propositions de transformation des médias qui ne se résignent pas à un *statu quo* timidement aménagé. Ces prétentions et ces exclusives sont d'autant moins acceptables qu'elles font souvent fi de critiques venues de l'intérieur même de la profession : les critiques de journalistes de plus en plus précarisés et de moins en moins en capacité d'exercer sérieusement leur travail. Ces critiques émanent de journalistes qui ne manquent pas, comme cela a été le cas au cours des derniers mois, de tenter de rappeler à l'ordre leur hiérarchie, voire leurs actionnaires, car ils n'ont pas, contrairement à ces derniers, fait le deuil de la vocation première du journalisme : informer.

[1] Yves-Marie Cann, directeur des études politiques d'Elabe ; Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop ; Luc Laurentin, président de Syntec Études ; Jean-Daniel Lévy, directeur du département politique et opinion d'Harris Interactive ; Emmanuel Rivière, directeur général France de Kantar Public (ex-TNS Sofres) ; Brice Teinturier, directeur général délégué France d'Ipsos ; Adélaïde Zulfikarpasic, directrice de BVA Opinion.

[2] Cités par Frédéric Autran, « *Trump : pourquoi les médias se sont trompés* », *Libération*, 19 nov. 2016.

[3] Cité par Jérôme Lefilliâtre, « *En France, les médias promettent de "réduire la distance avec les lecteurs"* », *Libération*, 19 nov. 2016.

[4] Jérôme Lefilliâtre, art. cit.

[5] Frédéric Lordon, *La pompe à phynance*, « *Politique post-vérité ou journalisme post-politique ?* », 22 nov. 2016.

[6] A. Piquard et A. Delcambre, art. cit.

[7] Voir notre article consacré à *Causeur et Valeurs actuelles*.

LES DRÔLES DE « MÉDIATIONS » DU MÉDIATEUR DE RADIO FRANCE

Pour prendre en compte les réactions de leurs lecteurs, spectateurs et auditeurs, nombre de médias mettent en place divers canaux d'expression, parmi lesquels « le médiateur ». Comme son nom l'indique, celui-ci est censé recueillir en toute impartialité les réactions et critiques du public, solliciter les explications des journalistes et in fine instaurer un (semblant de) dialogue avec les rédactions.

Sur les antennes de Radio France, on ne compte ainsi pas moins de trois « Rendez-vous » avec le médiateur, Bruno Denaes, qui intervient chaque semaine sur France Info, tous les 15 jours sur France Culture, et une fois par mois sur France Inter. Un médiateur qui semble donc particulièrement sollicité – ce qui se conçoit aisément sur le service public –, mais qui semble parfois avoir une curieuse conception de sa mission.

À de multiples reprises ces derniers mois, et sur les sujets les plus divers (compteurs électriques Linky, mobilisations contre la loi travail, terrorisme, Brexit), Bruno Denaes s'est livré à une critique en règle des auditeurs eux-mêmes, évacuant de ce fait toute critique à l'égard du travail des journalistes¹. Une dénégation à peu près totale dont il ne départira pas dans sa réponse (autosatisfaite et condescendante) aux critiques d'Acrimed.

1. AUDITEURS « IRRATIONNELS » ET « COMLOTISTES »

Sur le site de Radio France, c'est en ces termes que le rôle du médiateur est résumé: « Le poste de médiateur a été créé pour offrir aux auditeurs/internautes de Radio France la possibilité de se référer à une instance impartiale ». Une impartialité que les auditeurs de France Inter ont pu apprécier dans le « rendez-vous » du 22 avril, finement intitulée « Linky le compteur qui rend fou »... La présentation de l'émission sur le site de France Inter (voir ci-contre) résume bien l'état d'esprit du médiateur et des journalistes présents. Une présentation dont l'impartialité saute aux yeux et que Bruno Denaes reprendra mot pour mot à l'antenne :

— Sonia Devillers (s'adressant au médiateur): « Vous vouliez pour commencer interroger Bruno Duvic avec les questions de Mélanie. »
— Bruno Denaes: « Exactement, Mélanie et puis quelques autres militants qu'on peut considérer peut-être un peu aveuglés par leur combat, qui demandent: "Comment... combien avez-vous été payés par ERDF pour faire votre émission et la promo de ce compteur?" »

Après avoir sélectionné et mis en exergue les critiques outrancières de quelques auditeurs, les journalistes, encouragées sur cette voie par le médiateur, ramènent celles des autres à des peurs irrationnelles ou à du complotisme. Ce sont d'abord les réseaux sociaux, et singulièrement YouTube, qui sont mis en cause :

The screenshot shows the France Inter website interface. At the top, there are navigation links for 'Info', 'Culture', 'Humour', and 'Musique'. Below that, a breadcrumb trail reads: 'Accueil > Émissions > Le rendez-vous du médiateur > Linky le compteur qui rend fou'. The main content area features a list of social media sharing icons (Facebook, Twitter, Google+, Email) on the left. The article text begins with: 'Retour sur le compteur Linky, le compteur qui rend fou et qui provoque une multitude de réactions souvent irrationnelles. Pour répondre aux auditeurs, Bruno Duvic, qui présente l'émission quotidienne « Un jour en France » et Anne Brunel, du service Enquêtes-Investigations de Radio France, qui présente tous les vendredis « La légende du web ». Chacun a évoqué dans son émission ce fameux petit compteur connecté. De nombreuses réactions ont suivi dont cette question posée par quelques militants aveuglés par leur combat « Combien avez-vous été payé par ERDF pour faire votre émission et la promo de ce compteur ? » Pourquoi les auditeurs préfèrent-ils croire n'importe quel Youtubeur plutôt que des journalistes qui ont enquêté ou des scientifiques ? Une youtubeuse parle même de "crime contre l'humanité" C'est vrai que cela fait peur. Pourquoi fait-elle cela ? Pourquoi toute cette croisade de rumeurs et de désinformations ? Cette youtubeuse électrosensible a sa propre chaîne Youtube et cherchait également à faire "du clic".' At the bottom of the article, a concluding sentence reads: 'Ces sujets sont anxiogènes pour le grand public et suivent les thèses complotistes'.

— Sonia Devillers : « Alors pour que tout le monde comprenne bien, il faut aussi savoir que derrière il y a les réseaux sociaux, qu'il y a le Web, que ce sujet est devenu extrêmement épineux et qu'il y a d'autres relais d'influence que les journalistes, que les médias traditionnels, je vous propose d'écouter une youtubeuse très, très regardée. »

— Extrait sonore de la vidéo (voix de femme en pleurs) : « L'obligation a été votée d'installer pour tout le monde des compteurs Linky et il y a des gens qui essaient de prévenir que c'est hyper dangereux, ils le savent depuis le début ceux qui ont déployé tout ça. On est face à un crime contre l'humanité. »

— Sonia Devillers : « Alors, il faut bien qu'on vous précise que ceci n'est pas un sketch, ce n'est pas un numéro d'humoriste sur YouTube. Bruno Denaes, vous vouliez interroger à ce sujet Anne Brunel. »

— Bruno Denaes : « Exactement, c'est d'ailleurs Anne Brunel qui l'a découverte en quelque sorte sur YouTube. Qui est cette personne, c'est une spécialiste de Linky? »

Pourquoi la journaliste choisit-elle de présenter une vidéo (outrancière) vue moins de 40000 fois comme l'inspiratrice des auditeurs ayant interpellé la rédaction de France Inter? Mystère. Puis Anne Brunel explique peu ou prou qu'elle a débusqué un complot d'auditeurs complotistes :

— Sonia Devillers : « **Et des complotistes il y en a derrière ces réactions sur Linky?** »

— Anne Brunel : « [...] Il y a des gens qui sont, je dirais, imprégnés d'un discours complotiste, c'est-à-dire convaincus qu'il y a quelque part, dans la société, au-dessus de ce qu'on appelle "le peuple", donc le grand public, un certain nombre de forces maléfiques, dont les médias, disent-ils, "mains-tream" je dirais, les grands médias grand public, mais aussi les grandes institutions mais aussi l'élite dirigeante des pays sont donc l'incarnation de ces pouvoirs maléfiques. Et les personnes qui sont en butte à l'institution, les personnes qui craignent les grandes forces commerciales par exemple, "Big Pharma", les grands labos pharmaceutiques, donc tous les gens qui vont être très craintifs vis-à-vis des médicaments, vis-à-vis de l'obligation vaccinale, vis-à-vis de la médecine classique, chimique, vont avoir cette tendance à s'imprégner d'un discours de nature complotiste parce que ça va recouper leurs propres inquiétudes. »

Après une telle série d'amalgames et de généralités, on reste coi, mais pas Bruno Denaes qui estime visiblement sa mission de médiation accomplie et préfère analyser, sans doute en sa qualité d'expert ès « gens », cette tendance généralisée au complotisme : « *Se faire peur, on a l'impression que les gens adorent ça.* » Oui, car « les gens », renchérit Anne Brunel, « adorent trouver des réponses qui correspondent à ce qui les convainc déjà ».

Quoi que l'on pense de la cause et des arguments des opposants au compteur Linky et des protestations qu'ils ont émises à la suite des émissions de France Inter, on peut se demander si c'est bien le rôle d'un médiateur, qui devrait être un facilitateur de dialogue, d'exposer de la sorte ses partis pris en faveur du travail de ses collègues, et surtout de disqualifier en bloc et par tous les moyens, voire de tourner en ridicule les auditeurs qui s'adressent à lui. Une manière



de procéder d'autant plus contestable que Bruno Denaes semble coutumier du fait, puisqu'il récidive dès lors que les interpellations se font un peu trop critiques à son goût.

2. LES « OREILLES MILITANTES » DES AUDITEURS, LE TRAVAIL IRRÉPROCHABLE DES JOURNALISTES

Voici comment il introduit l'émission de France Info du 7 mai sur France Info : « Alors beaucoup de réactions en effet, et de questions liées à l'actualité sociale, **des réactions, il faut quand même le préciser, souvent partisans.** Je le constate d'ailleurs régulièrement, **beaucoup d'auditeurs ont tendance parfois à écouter avec des oreilles un peu militantes.** » Puis un peu plus loin dans l'émission, alors que Grégory Philipps, directeur adjoint de la rédaction de France Info, met en cause la bonne foi des auditeurs, comme cela semble être une habitude dans les émissions du médiateur, Bruno Denaes le coupe pour surenchérir :

— Grégory Philipps : « Je pense que ce qui est intéressant dans cette période c'est qu'on est dans une période de crispation, on le voit bien, de la société française, et j'ai envie de dire que **les auditeurs entendent un petit peu ce qu'ils ont envie d'entendre, et que comme vous le disiez tout à l'heure, Bruno, selon... [il est interrompu]** »

— Bruno Denaes : « **Oui moi je le constate aussi en effet en tant que médiateur.** »

Cette critique de la partialité des auditeurs semble même être un élément récurrent des émissions du médiateur. Elle s'accompagne logiquement d'une disqualification systématique des critiques émises, de rappels laudateurs de l'exemplarité du travail des journalistes de Radio France, ainsi que de la nécessité du médiateur... Sur bien des sujets, le procédé est similaire. Ainsi, le 18 juin, sur France Info, le « Rendez-vous du médiateur » est censé porter sur les réactions des auditeurs au traitement des récents attentats. Ce jour-là, Grégory Philipps aura moins de 3 min. pour s'expliquer sur les remarques envoyées par les auditeurs avant que Bruno Denaes n'intervienne pour relativiser aussitôt leur portée critique, et surtout réorienter la discussion vers un tout autre terrain : l'excellence de France Info : « Alors, précisons que bien souvent dans les

réactions, bien souvent ce sont des gens qui sont très, très sensibilisés ou militants à certaines causes. Parlons aussi maintenant de l'organisation à France Info. Alors, les auditeurs se sont félicités de la réactivité de votre antenne... » S'ensuit une explication de l'organisation de France Info qui ne répond en rien aux remarques des auditeurs, mais qui occupera tout le reste de l'émission, permettant à Bruno Denaes et Gregory Philipps, qui ne veut pourtant pas « lancer des fleurs [aux] équipes » de la chaîne, d'insister sur la « prudence », la « responsabilité » et la « réactivité » dont elles auraient fait preuve.

Une médiation exemplaire que Bruno Denaes réitérera le 2 juillet lors d'un autre « Rendez-vous », consacré cette fois au traitement du « Brexit » par France Info. Là encore, le médiateur introduit les critiques des auditeurs avec un sens de la contextualisation qui n'appartient qu'à lui : « Alors, soyons précis pour commencer, ce sont des auditeurs parmi les plus anti-européens qui nous ont principalement écrit. À les lire, France Info n'aurait diffusé que des opposants au retrait du Royaume-Uni. Alors que répondez-vous Isabelle [Labeyrie], vous qui étiez d'ailleurs à Londres au moment du vote ? » Une impartialité manifeste que confirmera la suite de l'émission, Bruno Denaes appuyant sans retenue les proclamations de vertu des deux journalistes, quand il ne donne pas, tout simplement, son avis sur la question :

— Edwige Coupez : « Et tout cela sans parti pris de votre part ou des journalistes qui étaient sur le terrain ? »

— Isabelle Labeyrie : « C'est le travail d'un journal que de ne pas prendre parti, mais de refléter ce qu'il entend et ce qu'il voit sur le terrain. »

— Bruno Denaes : « Et je confirme parce qu'en effet j'ai entendu tous ces reportages ; alors, on reproche aussi, concernant les invités français sur l'antenne : "Vous n'avez choisi que des politiques ou des spécialistes pro-européens", nous dit Gaël. Alors je pense qu'hormis le Front national, la plupart d'ailleurs des hommes politiques français sont plutôt pro-européens [sic]. »

[...]

— Bruno Denaes : « Alors plusieurs auditeurs s'attaquent également à la présentation des conséquences du Brexit. "Vous n'avez présenté que les aspects

négatifs et non les bienfaits", écrit Jean. Alors, en étant peut-être un peu provocateur, il y a des bienfaits ? [re-sic] »

Sans doute cette dernière remarque rassurera-t-elle les auditeurs à l'origine de ces accusations de parti pris... Et sans doute ces derniers ne seront pas surpris de découvrir que notre article a visiblement déplu à leur médiateur préféré, qui a entrepris de nous répondre dans un long billet mis en ligne le 8 septembre 2016 sur le site de Radio France. Une réponse exemplaire des procédés mis en œuvre par Bruno Denaes dans ses « médiations » lorsque les critiques des auditeurs heurtent trop frontalement ses convictions.

3. UN MÉDIATEUR « DROIT DANS SES BOTTES »

Avec pour commencer une bonne dose de mépris et de condescendance à l'endroit d'Acrimed et de l'auteure de l'article. Ainsi, Bruno Denaes, qui se dit « attaqué par un site qui se veut "observatoire des médias" », ne daigne pas même citer Acrimed, ni renvoyer vers notre site — craignant peut-être que les internautes trop curieux préfèrent notre critique des médias à sa pédagogie molle et autosatisfaite. Le médiateur de Radio France croit bon d'ajouter que notre « attaque » aurait été, perfidie suprême, « relayé[e] par le réseau Twitter » — réseau sur lequel, effectivement, Acrimed est activement suivi par un nombre notoirement plus conséquent d'internautes que... le médiateur de Radio France, par exemple !

Il se contente ensuite de mentionner « un article publié sur internet », tout en omettant soigneusement — deux précautions valent mieux qu'une — d'insérer le lien qui renverrait à l'article en question, évitant que le lecteur puisse par lui-même se faire une idée de son contenu². Des procédés plus que douteux et un brin mesquins pour un journaliste qui, deux lignes plus loin, se targue de s'appuyer « sur son expérience, sur les principes d'éthique et de déontologie ». Mais ce n'est pas tout. Bruno Denaes évoque succinctement le contenu de ce mystérieux article, « totalement à charge se fondant sur trois exemples précis ». On s'attendrait donc à ce que le médiateur de Radio

France revienne en détail sur chacun de ces trois exemples et démontre en quoi nos critiques sont « totalement à charge ». Pourtant, de ces trois exemples il ne sera quasiment jamais question dans la suite de l'article.

On appréciera d'abord la morgue avec laquelle Bruno Denaes introduit son premier point : « Revenons tout d'abord sur le rôle du médiateur que j'aurais été heureux d'expliquer à l'auteure de l'article me mettant en cause. » On ne voit pas bien en quoi ces explications seraient nécessaires, puisque notre critique ne portait en aucun cas sur le « rôle » du médiateur, difficilement contestable en lui-même, mais bien sur la façon dont Bruno Denaes l'incarne. Un contresens entraînant un hors sujet, voilà qui pourrait prêter à sourire sous la plume d'un journaliste qui affiche volontiers des postures professorales...

Après une fastidieuse typologie des remarques qu'il reçoit et des réponses qu'il y apporte, Bruno Denaes se lance dans un nouvel exercice de pédagogie qu'il intitule : « Expliquer nos fonctionnements ». En guise d'explications, deux paragraphes de mise en cause des auditeurs et de leurs critiques « infondées ou militantes ou liées à une méconnaissance de nos fonctionnements ». S'il revient bien sur l'émission consacrée aux compteurs Linky, que nous critiquions dans notre article, c'est pour ne pas en démordre : ces compteurs sont inoffensifs, les remarques des auditeurs nulles et non avenues. Ce faisant, il ne répond en rien à notre critique qui ne consistait évidemment pas à prendre position dans cette controverse scientifico-technique, mais à regretter que le médiateur ait presque constamment cherché à tourner en ridicule les auditeurs qui l'avaient contacté.

Pour le reste, Bruno Denaes persiste et signe, se contentant d'une position de principe, sans revenir sur les émissions auxquelles nous nous référons précisément (sur le terrorisme, le mouvement social ou le Brexit) : selon lui, les auditeurs ont des « oreilles militantes », « nous écoutons la plupart du temps avec le prisme de nos opinions, en manquant singulièrement d'objectivité et de recul. Et c'est aussi le rôle du médiateur de le rappeler », comme de

rappeler que « *les antennes recherchent en permanence un équilibre* ». En résumé, les auditeurs seraient consubstantiellement aveuglés par leur partialité, les journalistes et les rédactions seraient par essence impartiaux et objectifs, et le rôle du médiateur serait de rappeler ces vérités simples et incontestables aux premiers. Une bien étrange conception du public, du journalisme et de la « médiation ». Et Bruno Denaes de conclure en célébrant, en toute modestie, « *le travail méticuleux et acharné du médiateur* ».

Dans cette réponse comme dans les émissions que nous critiquions, le médiateur

de Radio France semble confondre médiation et autojustification, explication et plaidoyer *pro domo*, neutralité et parti pris, tout en esquivant les remarques les mieux étayées. Bref, une médiation, même « méticuleuse et acharnée », ne suffirait sans doute pas pour dénouer les désaccords entre Bruno Denaes et Acrimed! Finalement, cette attitude du médiateur face aux interpellations des auditeurs et à nos propres critiques rejoint le constat fait à de maintes occasions par Acrimed: la critique des médias n'est tolérée dans les médias dominants – Bruno Duvic ne reconnaît-il pas qu'« *il est toujours bon d'avoir un regard critique sur son travail quand on est journa-*

liste » –, que lorsqu'elle provient de l'intérieur du système médiatique, c'est-à-dire lorsqu'elle est, par définition, préalablement contrôlée et neutralisée. Et peut-être est-ce là le véritable rôle du médiateur?

[1] Cet article n'a pas de prétention à l'exhaustivité, et ne reflète pas l'ensemble des interventions du « médiateur » de Radio France. Mais les exemples retenus sont révélateurs d'une tendance récurrente: contourner la critique du journalisme par une critique de ceux... qui le critiquent!

[2] Nous avons pour notre part, dans notre article consacré au médiateur de Radio France, et comme nous le faisons toujours, inséré les liens vers les émissions que nous critiquions.

C'était il y a 20 ans: Haro sur *Les Nouveaux Chiens de garde*

En 1997 paraissait, aux éditions Liber/Raisons d'agir, l'essai *Les Nouveaux Chiens de garde*, rédigé par Serge Halimi. Si l'on ne présente plus cet ouvrage devenu un « classique » de la critique des médias, d'aucuns ont peut-être oublié l'accueil qui lui fut réservé dans le petit monde des grands médias. Pourtant, ô combien révélateur de leur réceptivité à une certaine critique radicale, il mérite que l'on s'en souvienne...

« C'est du terrorisme intellectuel doublé d'une façon archaïque de voir le monde. » (PPDA)

« Un pamphlet d'un simplisme absolu, d'une violence absurde, d'une myopie infantile. » (France Inter)

« Aucun contrepoint, nulle voix discordante, rien qui puisse laisser entrevoir une réalité plus complexe et conflictuelle. » (Edwy Plenel)

« Une idéologie totalement manichéenne, unilatérale, réductrice, au bout du compte très courte et assez sottise. » (*Le Point*)

« La critique idéologique du journalisme ne se contente pas de tourner vite court. En creux, elle induit une conception manichéenne de la profession et une vision instrumentale de l'espace public. » (*Le Monde*)

« Serge Halimi accomplit dans *Les Nouveaux Chiens de garde* le prodige rétro de constituer tous les non-marxistes de France en serviteurs du Grand Capital. » (Alain Finkielkraut)

« C'est du confusionnisme idéologique simpliste et nunuche. Et je ne parle pas de son populisme crypto-lepéniste contre les cumulards de la presse. » (Franz-Olivier Giesbert)

« Le structuralo-marxisme dont use ce livre a été critiqué et sur beaucoup de points réfuté depuis quelques lustres, notamment à gauche. Par son simplisme, son sectarisme, il n'est qu'une scolastique dont on pensait avoir été affranchi il y a longtemps. » (Laurent Joffrin)

« Le dogmatisme marxiste ne mène à rien. Il y a une essence du journalisme constituée de principes universels, indépendants des conditions sociales de leur production. » (*Libération*)

« La fraternelle entraide qu'il caricature est aussi, croyez-moi, un système de concurrence sauvage. C'est un livre archaïque. » (Alain Duhamel)

CAUSEUR ET VALEURS ACTUELLES : UNE CRITIQUE MÉDIATIQUE DES MÉDIAS, SÉLECTIVE ET DROITIÈRE

Quand des médias de la droite décomplexée, tels Causeur ou Valeurs actuelles, s'adonnent à la critique des médias, faut-il qu'Acrimed applaudisse ? Pas nécessairement. Surtout quand à la lecture des deux « dossiers » en question, on a le sentiment d'avoir affaire à une opération idéologique opportuniste, qui s'appuie sur des imputations et des approximations, sinon des falsifications, et qui s'inscrit en outre, contrairement à notre critique, dans une « guerre interne » entre médias.

« L'INFORMATION SE FABRIQUE SOUS LE CONTRÔLE SOURCILLEUX DES SYNDICATS »

Difficile de ne pas relever, dans cette « Une » de *Causeur*, une allusion à peine voilée au célèbre slogan du Front national : « La France aux Français ! ». Le contenu du dossier ainsi délicatement annoncé mérite qu'on s'y arrête : Élisabeth Lévy et ses collègues s'en prennent vivement à France Inter, coupable selon eux d'être une radio politiquement homogène et quasiment policière. Pas moins : « *Les journalistes, les animateurs et les humoristes de France Inter ont bien sûr le droit d'avoir des opinions politiques. Qu'ils partagent trop souvent les mêmes est déjà un problème. Qu'ils traquent avec rage et constance les opinions déviantes est un déni de service public.* » En quoi consiste cette traque ? Réponse, toujours avec Élisabeth Lévy : « *Si vous avez le malheur d'être un peu trop réac, trop pessimiste, trop catholique, ou trop souverainiste, et, plus grave encore, si vous avez le mauvais goût de voter FN ou de soutenir la Manif pour tous, vous prenez cher.* » En résumé, France Inter est « une radio publique de gauche » qui faillit à sa mission de service public en ne reflétant pas la diversité des opinions existant en France.

Pour le très droitier avocat et essayiste Gilles-William Goldnadel, qui « *décrypte toutes les semaines l'actualité pour FigaroVox* », le verdict est sans appel : « *Sur France Inter, le pluralisme va de la gauche à l'extrême-gauche* ». L'universitaire Ingrid Riocreux, contributrice régulière du site de *Causeur*, renchérit : une journée à l'écoute de France Inter constitue selon elle « *un voyage au paradis de la gauche angélique* ». Selon Goldnadel, « *90 % des journalistes de Radio France véhiculent, sans même y penser, une idéologie gauchisante sommaire* ». L'explication est aussi subtile que le diagnostic : « *Il y a très peu de militants encartés, mais l'information se fabrique sous le contrôle sourcilleux des syndicats, qui ne se bornent pas à être extrêmement vigilants pour leurs intérêts corporatistes, mais interviennent dans le contenu de l'information.* » Élisabeth Lévy complète ainsi la charge antisyndicale : « *[Dans les années 2000], Daniel*



Mermet régnait en maître sur les esprits et les après-midi. Aujourd'hui, on ne l'entend plus, Laurence Bloch ayant mis fin à sa longue carrière, mais nombre de journalistes qu'il a formés, formatés ou fascinés perpétuent son héritage, en s'appliquant à produire une information aussi manichéenne et prévisible que lui. »

La toute-puissance des syndicats et de Daniel Mermet, que nous ne soupçonnions pas, se traduirait donc par un conformisme de gauche et par un acharnement systématique contre les opinions dissidentes.

Les animateurs vedettes de la station en seraient d'ailleurs eux-mêmes victimes, à l'instar de Patrick Cohen : « *[Il] a beau être le chef d'orchestre, la partition, déclinée dans les journaux et rubriques diverses, lui est en grande partie imposée et il n'apprécie pas toujours, semble-t-il, les élans parfois robespierristes de la rédaction [...]. La petite musique idéologique qui imprègne l'information traduit moins une ligne éditoriale édictée au sommet que la pensée spontanée de la base.* » Résultat : sur France Inter, selon Ingrid Riocreux, « *on vous aide à penser dans les clous* ». Et les auditeurs sont au diapason, à en croire Goldnadel : « *Les auditeurs qui interviennent à l'antenne posent tous des questions de gauche. Le seul sujet, en vérité, c'est l'extrême gauche qui engueule la gauche... Voilà!* » Haro contre le peuple de la rédaction et le peuple des auditeurs : il fallait y penser.

GÉNÉRALITÉS GÉNÉRALES ET ALLUSIONS ALLUSIVES

Cet implacable constat n'a pas manqué de nous surprendre : nous n'avions jamais remarqué à quel point l'antenne de France Inter était squattée par les gauchistes. Mais, prêts à

nous laisser convaincre, nous avons étudié attentivement les preuves à charge apportées par les procureurs de *Causeur*. Et autant le dire franchement : nous n'avons guère été convaincus. Le dossier du mensuel manque en effet singulièrement de contenu, voire d'honnêteté : il repose principalement sur des vérités très générales, « illustrées » par des allusions très allusives et quelques rares exemples soigneusement choisis.

Ainsi, dans les quatre pages qu'occupe son « article de cadrage » du dossier, Élisabeth Lévy ne se réfère explicitement qu'à **une** seule émission de France Inter — la revue de presse d'Hélène Jouan datée du 7 octobre 2016 —, et fait **trois** rapides allusions à d'autres « événements » — sans la moindre citation à l'appui. Le choix du 7 octobre n'est pas innocent, puisque, de l'aveu même d'Élisabeth Lévy, c'était « *la première fois* » que le mensuel qu'elle dirige était cité par Hélène Jouan. Cette dernière avait en effet consacré ce jour-là une partie de sa revue de presse aux journaux de la « *droite décomplexée* ». Et d'évoquer les « Unes » de *Valeurs actuelles*, du *Figaro Magazine* et de *Causeur*, titres qualifiés de « *presse bien particulière* » ; de souligner, par une référence à un article du *Monde* à propos de la soirée organisée pour les 50 ans de *Valeurs actuelles*, « *que cette presse-là, ceux qui l'animent et les idées qu'ils défendent ont décidément le vent en poupe* » ; et de rappeler que les invités de la soirée n'avaient guère eu l'air de s'émouvoir que *Valeurs actuelles* ait été condamné pour « provocation à la discrimination ». Pas de quoi fouetter un chat, en somme, mais de quoi fâcher Élisabeth Lévy. À ses yeux, ces deux minutes constituent un « *petit bijou de propagande* » qui autorise cette fulgurante extrapolation : « *À France Inter, on adore la différence, l'altérité, l'échange, le métissage. Mais pas avec n'importe qui. Et pas avec moi. De la diversité, en veux-tu en voilà, à condition qu'on ait les mêmes idées ou plutôt les mêmes références plus ou moins mythologiques.* »

Suivent trois allusions de la directrice de *Causeur*, guère plus convaincantes. Première allusion : en 2012, Pascale Clark aurait refusé de se lever pour serrer la main de Nicolas Sarkozy. Deuxième allusion : le 9 mai dernier, France Inter a diffusé les témoignages de quatre femmes accusant Denis Baupin de harcèlement sexuel « *sans que lui ou ses avocats aient eu la possibilité de réagir* » (du « *journalisme d'inquisition* » selon Élisabeth Lévy). Troisième allusion : en septembre dernier, Patrick Cohen a reçu la romancière Léonora Miano « *qui s'est exprimée à plusieurs reprises au nom "des colonisés", sans que le premier matinalier de France pense à demander à cette citoyenne française par qui elle était colonisée.* » Diantre !

Quelques précisions s'imposent, au risque d'apparaître comme les défenseurs acharnés de France Inter que nous ne sommes pas — ce que chacun pourra vérifier sur notre site. D'abord, comme le rappelle Élisabeth Lévy elle-même, Nicolas Sarkozy, invité le 18 octobre dernier, « *a été très satisfait de ses échanges avec Patrick Cohen* », et n'est donc visiblement pas un paria sur France Inter. Denis Baupin et ses avocats, quant à eux, avaient été sollicités par France Inter et Mediapart, mais avaient refusé de s'exprimer. Quant à la « *citoyenne française* » Léonora Miano, qui ne prétend d'ailleurs jamais, au cours de l'interview, s'exprimer « *au nom des colonisés* », elle est née au Cameroun, y a grandi

jusqu'à ses dix-huit ans et possède la double nationalité. Force est de constater que la désinvolture d'Élisabeth Lévy, journaliste, est fort peu « déontologique ». Ajoutons que lors de la revue de presse incriminée, Hélène Jouan est lancée par un Patrick Cohen qui précise qu'elle a choisi pour une fois ce jour-là de « *chausser les lunettes de l'invité* », Raphaël Glucksmann, qui souhaite « *désinhiber les progressistes face à une droite de plus en plus décomplexée* », et que cette revue de presse singulière ne peut guère être considérée comme représentative du travail quotidien d'Hélène Jouan, dont Élisabeth Lévy ne dit d'ailleurs rien.

« UNE JOURNÉE EN INTER » OU UNE SÉLECTION TRÈS SÉLECTIVE ?

C'est probablement ce manque de matériau « concret » qui a conduit *Causeur* à demander à Ingrid Riocreux d'écouter une journée de programmes de France Inter et de rendre compte de son « *voyage au paradis de la gauche angélique* ». L'article, dont le titre « Une journée en Inter » fait finement référence au film *Une journée en enfer*, prétend administrer, non sans ironie, une démonstration accablante de cette horreur : sur France Inter, « *on vous aide à penser dans les clous* ». Mais à y regarder de plus près, on constate rapidement qu'Ingrid Riocreux choisit soigneusement ses exemples et fait preuve d'une propension à la sélectivité qui confine souvent à la mauvaise foi.

Qu'a-t-elle retenu ?

1. un sujet consacré aux prisons payantes de Californie qui serait, selon elle, une « *condamnation de l'Amérique comme pays de toutes les inégalités avec, en creux, la valorisation de notre système supposément plus juste* » ;
2. un reportage en Chine où l'on apprendrait « *que pour être "branché", où que vous soyez dans le monde, il faut soutenir Hillary [Clinton]* » ; une « *petite chronique gentille sur une PME qui a renoué avec la croissance grâce à des méthodes révolutionnaires* » ;
3. une chronique de Thomas Legrand qui valorise les initiatives locales d'accueil pour les réfugiés ;
4. des « *discours anti-Poutine* » ;
5. une interview de Caroline Fourest durant laquelle les silences de Patrick Cohen signifieraient qu'il faut « *entériner le communautarisme, sinon la radicalisation, afin de ne pas l'encourager* » ;
6. une critique de l'émission de Karine Lemarchand, « *Ambition intime* », parce que la présentatrice a eu « *l'idée saugrenue d'inviter Marine Le Pen* » ;
7. des humoristes qui se moquent des partisans de la corrida et de la « *Manif pour tous* » ;
8. un reportage aux États-Unis consacré à « *une loi qui permet aux clandestins de passer leur permis de conduire* » ;
9. une édition du « *Téléphone sonne* » consacrée à l'agression de policiers à Viry-Châtillon, dont « *on confie la conclusion à un sociologue, voix de la sagesse* ».

Mais nous avons, nous aussi, écouté l'intégralité de la journée du 11 octobre sur France Inter et, étonnamment, nous n'avons pas entendu la même chose qu'Ingrid Riocreux. En effet, si la cobaye de *Causeur* s'attarde longuement sur quelques

« morceaux choisis » qui vont à l'appui de son propos, elle omet soigneusement de relever quelques éléments « gênants », quand elle ne présente pas de manière biaisée les moments qui ont retenu son attention. Ingrid Riocreux a retenu la chronique de Thomas Legrand, mais elle a « oublié » celle du gauchiste Dominique Seux. Celui-ci rappelait ce jour-là que les candidats à la primaire de la droite avaient « raison de dire que les réformes homéopathiques, cela suffit et que le niveau inouï du chômage comme le fait que la France enregistre pour la troisième année consécutive une croissance inférieure à celle de la zone euro, tout cela appelle à agir fort ». Et notre gauchiste de citer pêle-mêle « [la] retraite à 64 ou 65 ans, 300 000 fonctionnaires en moins au minimum, [le] temps de travail à 37 ou 39 heures, [les] impôts à la baisse ». Ingrid Riocreux a retenu que l'émission « Ambition intime » a été critiquée en raison de l'invitation faite à Marine Le Pen, mais elle a « oublié » que c'est la prestation d'Arnaud Montebourg qui a été tournée en dérision lors de l'émission « L'Instant M ». Ingrid Riocreux a également soigneusement « oublié » de relever que l'émission « Affaires sensibles », consacrée ce 11 octobre au krach de 2008, recommandait certes la lecture des ouvrages de Frédéric Lordon, mais aussi de ceux de Paul Jorion, qui écrivit un temps pour *Causeur* et qui fut notamment membre du groupe « Pour une économie positive », présidé par le bolchevik Jacques Attali, dans lequel on retrouvait entre autres les marxistes Jean-Luc Hees, Daniel Cohen et Michel Barnier. Etc.

Quant à la sélection elle-même, le moins que l'on puisse dire est qu'elle prend parfois quelques libertés avec les faits. Ainsi du reportage en Chine, censément « pro-Hillary » : la majorité du temps de parole est en réalité donné aux arguments des « pro-Trump ». Ainsi du « Téléphone sonne » qui, outre, en effet, « un sociologue » (Laurent Mucchielli), a lieu en présence... du maire UDI de Viry-Châtillon (Jean-Marie Vilain) et d'un représentant du syndicat de policiers UGP-FO (Luc Poignant). Si les éléments rapportés par Ingrid Riocreux ne sont pas faux, ils sont sélectivement déformés et parfois retailés pour correspondre au propos du dossier de *Causeur*. On se permettra enfin de souli-

gner que « l'humour » d'Ingrid Riocreux, qui tourne en dérision les humoristes de France Inter, est d'un goût — si l'on peut dire — plus que douteux. En témoigne ce commentaire au reportage consacré à cette PME qui a bouleversé sa gestion des ressources humaines : « *Cerise sur le gâteau, "les trois dernières recrues avec un peu de responsabilités" sont des femmes. L'histoire ne dit pas si l'une d'elles est issue d'une minorité ethnique ou de la communauté LGBTQIA. Le monde n'est pas encore parfait.* » Sic.

CRITIQUE DES MÉDIAS OU CROISADE POLITIQUE ?

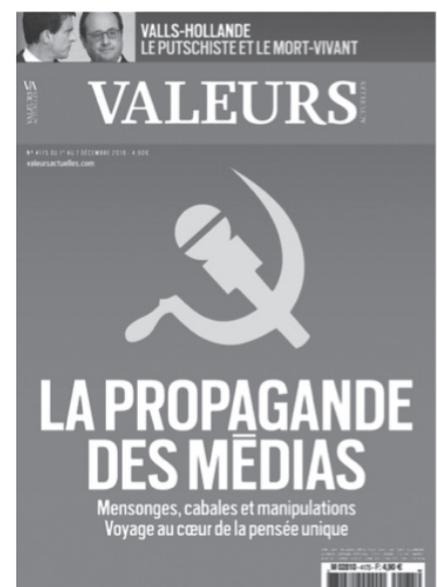
Les auteurs du dossier de *Causeur*, dont le reste est à l'image de ce que nous venons de décrire, ont donc trouvé ce qu'ils cherchaient. Mais le problème est qu'ils ont soigneusement oublié le reste. Quand elle se prétend exhaustive, la critique de l'absence de pluralisme est menacée d'être biaisée et sélective, surtout lorsqu'elle est presque exclusivement motivée, comme c'est le cas pour *Causeur*, par des partis pris politiques et par la concurrence entre les médias. Critique des médias et critique médiatique font rarement bon ménage.

Nos propres observations ne sont sans doute pas au-dessus de toute contestation, mais leur dimension politique, quand elle existe, n'a rien à voir avec la contre-propagande systématique ou la guéguerre entre partis pris auxquelles se livre *Causeur*. Ainsi, parce que notre critique du pluralisme, même si elle n'est pas dénuée de présupposés, ne prétend pas à l'exhaustivité et est indépendante de la confrontation qui met aux prises les médias et les journalistes entre eux, nous ne pouvons pas nous défendre d'un grand éclat de rire (et peut-être même d'un peu d'indignation) lorsque *Causeur* s'obstine à vouloir démontrer que France Inter serait un repaire de gauchistes. Nous avons par exemple analysé les invitations de l'intervieweuse Léa Salamé sur une période d'un an (août 2014-juillet 2015), et en étions notamment arrivés au résultat selon lequel la journaliste avait invité 16 fois plus de patrons que de syndicalistes ou représentants de salariés. Une bien étrange « gauche ». Nous avons également eu l'occasion à de nombreuses reprises de nous pencher

sur les interviews de Patrick Cohen ou les éditoriaux d'Arnaud Leparmentier (qui n'est curieusement jamais cité dans le dossier de *Causeur*), deux journalistes loin d'avoir cédé aux sirènes du gauchisme qui régnerait sur la station, et qui, contrairement à l'omnipotent Daniel Mermet, n'ont pas été mis à la porte.

La « démonstration » de *Causeur* n'en est pas une, et ne poursuit en réalité qu'un seul but : expliquer, sous couvert de défense du « pluralisme », que ce qui n'est pas assez présent à l'antenne de France Inter, ce sont... les positions défendues par *Causeur*. Une cause, chacun l'avouera, beaucoup moins noble, et qui n'a pas grand-chose à voir avec la critique des médias. Soulignons ici que ce reproche nous est parfois adressé par une certaine extrême droite qui considère qu'Acrimed aurait pour véritable objectif de faire davantage entendre les idées de la gauche radicale dans les grands médias. Nous invitons chacun à se faire son idée en comparant nos travaux, nos démonstrations et nos arguments à ceux de *Causeur* dans sa croisade contre le prétendu « gauchisme » de France Inter.

Une croisade à laquelle *Valeurs actuelles* a également pris part, dans sa livraison du 1^{er} décembre dernier, en sortant une artillerie encore plus lourde que celle du mensuel dirigé par Élisabeth Lévy, comme en témoigne la « Une » de l'hebdomadaire :



On ne pourra tout d'abord s'empêcher de relever que dans l'éditorial de ce numéro, le directeur de la rédaction Yves de Kerdrel est formel: « *C'est désormais quasi certain. François Hollande devrait annoncer dans les heures ou dans les jours qui viennent son intention de briguer un second mandat en 2017. [...] Pour tenter d'être réélu, François Hollande piétine cinq années d'engagements, de promesses et de discours pour s'allier à celles [Christiane Taubira, Martine Aubry, Anne Hidalgo] qui ont saboté ses réformes. Et à des idéologues dangereuses, dont le seul but est de déconstruire les pierres angulaires de notre société.* » Dans une livraison consacrée notamment aux « mensonges » et autres « manipulations » des médias, c'est gênant. Mais passons, et concentrons-nous sur le dossier qui, tout en étant plus court que celui de *Causeur* (11 p. contre 20), ressemble à s'y méprendre à ce dernier. On notera d'emblée, et sans surprise, que l'article de cadrage d'Élisabeth Lévy est cité dans l'article de cadrage de *Valeurs actuelles*, qui convoque également Gilles-William Goldnadel, et que le dossier se clôt par une tribune... d'Ingrid Riocreux. Le monde de la critique droitière des médias est petit!

UNE OPÉRATION MÉDIATIQUE ET POLITIQUE

La problématique du dossier semble d'ailleurs être un copier/coller de celle de *Causeur*, élargie à l'ensemble des grands médias: « *Le problème [n'est] pas que les journalistes aient des opinions mais que, ayant transformé ces opinions en vérité, ils ne parviennent plus à imaginer qu'il en existe d'autres. Le jour où le réel leur en suggère, ce qui arrive de plus en plus souvent, ils choisissent alors de les ignorer.* » Un constat auquel nous pourrions presque souscrire, en y introduisant certaines nuances, mais qui ne prend tout son sens, dans le cas de *Valeurs actuelles*, que lorsqu'on le rapporte à la critique idéologique formulée par l'hebdomadaire: « *Les journalistes, dans leur grande majorité, ne sont pas réacs, ils ne croient pas au "déclin" de la France, ils ne sont ni catholiques, ni souverainistes. [...] Dans la presse, à la télé, à la radio, on aime le "vivre-ensemble", le bio et l'Europe sans frontières.* »

Nous y sommes. La « critique » est motivée par de seuls considérants idéologiques, et *Valeurs actuelles* reprend ici à son compte le « constat » formulé par son invitée Ingrid Riocreux dans son ouvrage *La Langue des médias* lorsqu'elle expose ce que recouvre, selon elle, la « *soumission idéologique* » des journalistes: « *sans-frontiérisme, antiracisme, européisme, un certain féminisme, une certaine doctrine climatologique, etc.* » (p. 39). On apprendra ainsi au long du dossier que « *la droite est présente dans les médias mais, comme on dirait au football, elle joue toujours à l'extérieur, en terrain parfois très hostile* », que le CSA est « *le gendarme de la pensée unique* » ou encore que « *dans l'univers de l'enseignement, de la culture et de l'information, la prégnance des idées de gauche reste très forte et le terrorisme intellectuel ne désarme pas* ». Nous épargnerons à nos lecteurs une critique minutieuse de ces 11 pages riches en clichés, caricatures et outrances, mais de nouveau sans analyse sérieuse des faits. La « Une » donnait le ton: « *les médias* » (et pas seulement France Inter) sont aux mains des gauchistes et de leur « *pensée unique* », et c'est ce qui explique la désaffection du grand public à leur égard. Mais que l'on se rassure: « *Les choses changent. Fidel Castro est mort. On peut aujourd'hui critiquer le communisme, ce qui était encore très compliqué il y a vingt ans. Peut-être un jour pourra-t-on affirmer que l'immigration n'a pas été une chance pour la France ou que l'islam semble porteur de violence.* » Sic.

« Peut-être » oserons-nous émettre l'hypothèse que ce jour est déjà arrivé et qu'à l'instar de *Causeur* (et de Don Quichotte), *Valeurs actuelles* se fabrique un adversaire imaginaire, mais à sa mesure: la « *gauche bien-pensante* » qui aurait, selon ces aventuriers du pluralisme, la mainmise sur les principaux médias. Un « constat » non dénué d'intérêts boutiquiers qui, là encore, ne peut que faire sourire les observateurs sérieux des médias, qui ne critiquent pas le déficit de pluralisme pour la seule raison que leurs opinions propres ne seraient pas suffisamment représentées et refusent de céder à la facilité d'une critique pure-

ment idéologique et, partant, hémiplogique. Comme *Causeur*, *Valeurs actuelles* semble en effet « oublier » des pans entiers du paysage médiatique et fabriquer une « *pensée unique* » qui a bien du mal, et pour cause, à s'incarner dans des exemples concrets et dans des études qualitatives ou quantitatives.

Les deux livraisons de *Causeur* et *Valeurs actuelles* évoquées dans cet article sont exemplaires de l'opération politique et médiatique menée par une médiocratie de droite qui essaie de surfer sur une légitime défiance à l'égard des grands médias pour faire valoir ses idées, et seulement ses idées, au nom d'une prétendue défense du pluralisme. Une tentative de hold-up sur la critique des médias qui, de raccourcis en amalgames et d'omissions en petits mensonges, dévoile son vrai visage et ses véritables objectifs, quitte à frôler parfois le ridicule dans la dénonciation d'une prétendue « bien-pensance de gauche » dans les grands médias.

C'est ainsi que *Causeur*, obnubilé par sa dénonciation du « gauchisme » de France Inter, ne s'est pas livré à une opération élémentaire que nous n'avons pour notre part pas manqué de réaliser: vérifier si les invités du mensuel iconoclaste dirigé par Élisabeth Lévy avaient ou non droit de cité sur la si conformiste France Inter. Résultat: sur les cinq invités « hors dossier » interviewés par *Causeur* en novembre 2016, trois l'ont également été sur France Inter: Patrick Buisson (invité de la matinale le 29 novembre), Frédéric Encel (invité de la matinale le 20 décembre) et le cinéaste Asghar Farhadi (invité de « L'heure bleue » le 4 novembre). Piqués par la curiosité, nous avons réalisé le même exercice pour les interviewés de décembre, et le résultat est identique: sur les cinq personnalités invitées par *Causeur*, trois l'ont également été par France Inter: le journaliste du *Figaro* Alexandre Devecchio (invité du « Nouveau rendez-vous » le 24 octobre), le géographe Christophe Guilluy (invité du « Club des idées » le 2 octobre) et le réalisateur Olivier Assayas (invité de « La bande originale » le 14 décembre). Tout ça pour ça?

CRITIQUER LE JOURNALISME DANS UNE ÉCOLE DE JOURNALISME ?

Fin novembre, Julien Brygo et Nina Faure¹ étaient invités par une école de journalisme de Montpellier à présenter leur Quatre Petits Films contre le grand capital et à débattre de leur pratique des métiers de journaliste et de réalisatrice de documentaires. L'expérience aurait pu être assommante, elle a donné lieu à une très instructive leçon de tragi-comédie dans la filiale « alternance professionnelle » de la « meilleure école de journalisme de France », l'ESJ Lille. Témoignage².

Dès notre arrivée, il y a comme quelque chose qui cloche. La télévision France info qui braille dans l'entrée, des journaux « gratuits » à disposition des élèves, une bibliothèque en verre où sont enfermés pêle-mêle des livres poussiéreux qui rôttissent au soleil. On est à l'ESJ Pro, filiale « alternance professionnelle » de l'une des quatorze écoles de journalisme (sur une centaine de formations en France) reconnues par l'État, l'ESJ Lille. La crème de la crème, donc. Il est 10 h 05 ce 25 novembre 2016. On nous invite à s'installer dans une salle de classe. Benoît Califano, le directeur de l'école, nous explique que les deux étudiants assis à notre droite, Fabien et Louis, ont planché sur la rencontre et animeront le débat. La veille, toute la classe ou presque a assisté à la projection-débat de nos courts-métrages *Quatre Petits Films contre le grand capital* au cinéma Le Diagonal.

Les quatre films sont assez différents sur la forme : deux enquêtes en immersion dans le monde des emplois précaires réalisés par Nina (*Rien à foutre* et *Dans la boîte*), deux films photographiques de Julien (*Profession, domestique* et *Glasgow contre Glasgow*) tirés d'enquêtes publiées dans *Le Monde diplomatique*. Ils racontent cependant une même histoire : le triomphe du libéralisme et ses variantes. Les reporters y montrent les effets d'un capitalisme qui s'en est pris à ses berceaux (Glasgow, emblème de la révolution industrielle), la traite des travailleurs domestiques, la casse organisée du code du travail ou le précaire ordinaire fait de petits grignotages toujours volés aux salariés. « *Des forts à qui le monde appartient, des faibles qui serrent les dents* », résume Serge Halimi dans le livret du DVD³. Pas de scoop, donc, mais un travail journalistique sérieux, vérifié, documenté, sur des phénomènes sociaux aussi invisibles que spectaculaires.

LA TÊTE DU CHEF DES DEALERS DE GLASGOW

Il est 10 h 10. C'est Fabien, étudiant en radio, qui introduit la séance. « *On est contents de vous recevoir aujourd'hui. On a tous beaucoup aimé les films mais on s'est dit qu'il nous manquait quelque chose... Pour certains on s'est dit qu'on aurait aimé avoir plus les causes, peut-être, des problèmes qui étaient montrés.*

On a tous apprécié de découvrir des situations qui étaient dérangeantes, mais par exemple, dans Glasgow contre Glasgow, on se demandait pourquoi il n'y avait pas un angle plus sur le trafic de drogue, sur les causes de cette pauvreté à Glasgow plutôt que sur la situation finale à savoir qu'il y a des pauvres et des riches. »

Le nez dans notre gobelet de café, on est un peu étonnés de cette question. La drogue glaswégienne, tout comme les overdoses de *fish and chips*, ne sont pas la raison de l'écart phénoménal de 28 ans d'espérance de vie entre riches et pauvres de la ville — c'est d'ailleurs tout le propos du film. Dans *Glasgow contre Glasgow*, on montre comment les inégalités sociales et le cadre structurel capitaliste sont autrement plus responsables de la mort prématurée dans les quartiers populaires que les comportements individuels, comme la consommation de drogue. On aurait peut-être dû immédiatement s'inquiéter de la première question, celle qui a fait l'objet d'un travail préparatoire sérieux de la part des étudiants pour cette rencontre et qui déplace d'emblée le curseur.

Mais avant de rentrer dans le vif du sujet et pour que les étudiants nous situent, on raconte nos parcours. Nina a fait de la science politique et est entrée dans le journalisme par le documentaire jusqu'à devenir réalisatrice. Julien renseigne le nom de ses anciens tauliers un à un⁴ et raconte être passé par une école privée de journalisme, l'ESJ Paris, qu'il considère « *peu recommandable* » car consistant essentiellement à « *faire recopier aux élèves les reportages du Parisien, de BFM, de RTL, sans se poser de questions sur le sens de cette production journalistique, sur les cadres imposés, sur la récurrence des sujets et leur éventuelle vacuité* ». Pour poursuivre notre récit, témoignage de deux longues années dans cette pouponnière à copistes prêts-à-l'emploi, on prend l'exemple des reportages rituels sur le marché de Noël, ces papiers sur la consommation ou encore ceux sur les soldes... Des reportages qui devraient être « *bannis* » de l'éducation au journalisme (ou alors en contre-modèle). Que n'avions-nous pas dit là.

Un homme habillé d'une veste noire, au fond de la salle, se tient debout et lève le doigt comme s'il voulait toucher

le plafond. C'est le prof d'économie, selon des dires ultérieurs. Mais il ne se présente pas. « *Je suis surpris d'une chose, c'est que l'un des premiers mots qui a été prononcé par monsieur est un mot d'exclusion, c'est-à-dire que vous avez dit que les reportages sur le marché de Noël sont à bannir! Je voudrais savoir en quoi ce reportage doit être "banni".* » Le sujet est visiblement grave. Il s'agit du socle de la presse locale, des radios locales, des chambres de commerce locales, un véritable carrefour d'intérêts bien compris entre consommateurs, producteurs... et journalistes, donc. Julien se saisit de la question avec des gants cloutés: « *Le marché de Noël, c'est ce qu'on appelle un marronnier, un sujet qui revient tous les ans et qui permet de remplir des pages à bon compte... Il s'agit de raconter quoi? La bonne vie du commerce? D'un point de vue journalistique, cela n'a aucun intérêt.* » Le professeur: « *Et donc c'est pour cela qu'il faut les BANNIR?* » Il souligne lourdement le mot en lançant un regard à la fois accusateur et interrogateur pour bien faire prendre conscience à toute la classe de la gravité de nos propos. Les pieds dans le plat.

Les étudiants sont en alternance, ils devront probablement, d'ici quelques semaines, rédiger des reportages sur les « Hivernales », le nom classieux que la municipalité de Montpellier a donné à son marché de Noël, en y ajoutant quelques concerts et des « nocturnes ». C'est peut-être tout le programme d'hiver des TD de l'ESJ Pro qui est en jeu! Les visages des étudiants expriment davantage la méfiance que l'enthousiasme. Le professeur d'économie se tient en position de combat. Nous sommes assis, comme les élèves, et on ne se doute pas de la mèche qu'on vient d'allumer.

« J'AIME BIEN ALLER ME PROMENER SUR LE MARCHÉ DE NOËL »

Si monsieur le professeur s'était présenté, nous aurions appris que quand il ne défend pas la liberté qu'a la presse de tester la qualité du glaçage des marrons, il n'est autre que le directeur adjoint de la rédaction de RTL. Nous aurions ainsi pu demander à Jean-Daniel Colom, c'est son nom,

de nous expliquer pourquoi cela ne le dérange pas que la radio dont il co-dirige la rédaction en chef « bannisse » certains sujets, c'est-à-dire, les « tienne éloignés », voire les « rejette » (Larousse, 2016). On aurait pris un exemple au hasard: la visite en France d'un président de la République qui est parvenu à tourner le dos au FMI, à la banque mondiale et au remboursement de la dette, le président équatorien Rafael Correa. Il se trouve que Nina a participé à la réalisation de deux films sur le sujet. Dans le premier épisode d'*Opération Correa (Les ânes ont soif)*⁵, la journaliste Aurore Van Opstal a même interviewé deux éminents confrères de RTL⁶ au sujet du manque d'intérêt de la vénérable radio pour l'expérience anti-libérale équatorienne. Concours de mauvaise foi.

Suite à l'invective du professeur masqué, plusieurs étudiants se lancent dans la défense des reportages sur le marché de Noël, qui permettent d'être « proches de la population », de voir « comment les gens vivent », ce qui constitue « une autre forme de journalisme à côté de l'investigation ». On la trouverait « pas assez noble, c'est ça? », demande ainsi l'étudiante P. On essaie de dire qu'il faudrait commencer par questionner l'idée selon laquelle lorsqu'on est journaliste local, on est fatalement un supplétif de la chambre de commerce ou de la préfecture de police; puis qu'il ne peut pas faire de mal de questionner des évidences, comme celle qui considère la consommation comme forcément positive. Louis, notre animateur, bondit: « *Réfléchir à quel est le meilleur mode de vie, est-ce vraiment notre travail à nous journalistes? Il y a des intellectuels qui...* » Un étudiant qui décrivait après la séance de la veille son école comme « la meilleure de France » cabriole: « *Après, tous les journaux ne sont pas pareils... Le Web, ça sert à ça!* » Habitué à cette question qui revient presque à chaque débat, on tente de montrer rapidement qu'Internet est certes le lieu d'un réel pluralisme, mais qu'au moins 16 millions de personnes regardent encore les JT des « grandes chaînes » chaque soir et que ce même Internet a déjà été pris d'assaut par les mêmes groupes de presse (il faudrait



des heures pour dérouler cette bobine). C'est Nina qui s'en charge brièvement: « *Oui mais le Web, alors je suis désolée mais je vais vous arrêter tout de suite, parce que sur Internet, la hiérarchie est la même dans la presse et les médias audiovisuels. Mais, pour revenir à la question autour des reportages sur la consommation, le problème du marché de Noël, c'est qu'on pourrait imaginer d'aller là-bas pour savoir quelles sont les conditions de travail des gens qui tiennent les cahutes...* » Des reportages sur les conditions de travail sur les marchés de Noël? C'en est trop pour l'étudiant T.: « *Mais c'est plus militant, ça! Ce que vous faites, vous, c'est du militantisme, nous, on fait du journalisme!* » Nina répond sans ambages: « *Crevons l'abcès tout de suite. Tout point de vue est militant, tout point de vue est engagé.* » L'étudiant T.: « *Mais, si j'ai pas... Moi j'ai pas forcément de point de vue engagé... Moi j'aime bien aller me promener sur le marché de Noël, j'aime bien savoir qui il y a, ce qu'elles vont vendre, tout ça... Ça peut être des gens qui sont super riches et qui vendent des choses que vous jugerez peut-être comme ultralibérales ou capitalistes, comme ça peut être des petits artisans qui fabriquent des choses tranquillement chez eux, et qui vont vendre ça à la population...* » On aurait bien pris un peu de vin chaud à l'orange, mais on reste sur la caféine, drogue la plus efficace pour rester vigilant en toute situation.

« JE VOUS ARRÊTE TOUT DE SUITE »

Alors que la « discussion » prend forme, que des « points de vue » s'affirment, le chefaillon de RTL tente de s'interférer à nouveau. Comme il a déjà parlé (pour nous ranger dans la case des vilains militants agressifs et excluants) et que plusieurs étudiants lèvent la main depuis plusieurs minutes, on tente de s'opposer. « Alors, Monsieur, non, lui dit Julien, vous avez déjà parlé. On va plutôt privilégier les étudiants, franchement... » Nina lui rappelle les règles de base de la communication en collectif : « Il y a un tour de parole à avoir, il me semble qu'un étudiant lève la main depuis longtemps. » Il se cabre, gonfle son torse, agite ses bras, prend un air indigné, puis, courageusement, prend la parole malgré notre refus, nous accusant de ne pas vouloir répondre à sa question. Les étudiants baissent leurs doigts et laissent l'Albert Londres des caisses enregistreuses donner de la voix. « Je poursuis sur mon sujet... Je reviens sur l'exclusion, il y a les reportages à « bannir », et ensuite la première question que pose un étudiant en journalisme, votre réponse, c'est "je vous arrête tout de suite"... » On attend la suite, il n'y en a pas. Il s'arrête, visiblement content d'avoir démontré aux étudiants à quel point nous étions obtus et fermés à la discussion. Nous tentons de la reprendre malgré tout.

Un étudiant revient à la charge sur la question de la drogue à Glasgow. Pourquoi Julien n'en a pas plus parlé, pourquoi n'est-il pas allé interviewer le chef des dealers? Julien répond que les philanthropes, ceux qui appellent à la fin des impôts et au transfert du partage des richesses vers le système de la charité, sont « autrement plus responsables » de cette situation. Deuxième ligne rouge franchie. Le cœur de l'étudiante R. saigne et elle décide de s'en ouvrir à toute l'assemblée : « On ne peut pas dénoncer une pratique en tombant dans la même pratique, c'est-à-dire que vous dénoncez le fait qu'il y a des gens qui ont des pratiques dont vous estimez qu'elles sont... extrêmes... Bon, moi c'est pareil, j'ai été salariée, je me suis opposé à certains de mes patrons... J'ai aussi un père qui a été patron, agent d'assurances pendant vingt ans, je tutoie les secrétaires, on va faire des balades ensemble... Les grands patrons ne sont pas tous les salauds, hein, je tiens quand même à le dire! » Nina résume cette prise de position : « Tutoyer les secrétaires et faire des balades ensemble, je vois pas quel est le rapport avec les conditions matérielles de travail, enfin c'est pas ça la question, c'est pas "est-ce qu'on peut être patron et gentil?" »... Julien enchaîne à la serpette : « Il faut être malhonnête avec les gens malhonnêtes. » Et l'étudiante R. de revenir à la charge : « Personnellement pour ce qui est de l'honnêteté et de mettre les gens en confiance, c'est pas l'école de journalisme qui nous dit ça, ce sont nos valeurs et nos éducations. Moi, le mensonge, excusez-moi, je peux pas. »

« ÇA, EN TANT QUE JOURNALISTES, ON NOUS APPREND À NE PAS LE FAIRE »

À l'étudiant C. de monter sur l'arène, la morale et les valeurs en guise de brassard de presse : « Vous dites que vous êtes journalistes, donc, on est d'accord, mais... moi y'a un truc qui m'a fait tiquer dans le reportage, c'était : vous faire passer pour une journaliste des Échos [pour interviewer Matthias

Bauland, directeur adjoint d'Adrexo à l'époque], et ça, en tant que journalistes, on nous apprend à ne pas le faire, à être assez honnête! » Nina répond qu'elle sait bien que « c'est interdit dans la Charte de déontologie des journalistes » et précise qu'utiliser des caméras cachées « est pourtant massivement pratiqué à la télé, avec les petits dealers justement... [et on aurait pu ajouter : sans que ça ne vous pose problème]. Second point : C'est légitime, de mon point de vue, quand c'est envers des gens qui ont des postes de pouvoir. D'une part, ils refusent les interviews, vous l'avez vu avec la direction générale du travail : il ne veut pas répondre à une question sur Adrexo alors qu'il veut bien se faire mousser devant une jeune étudiante à Sciences-Po. Ça me paraît tout à fait légitime de révéler ça. C'est d'autant plus légitime avec des personnes comme les grands éditorialistes qui ont la parole publique tout le temps et qui refusent de répondre aux questions sur leur travail. Quand on a autant d'espace médiatique, on se doit de répondre aux questions qui dérangent... » Une étudiante : « Donc vous avez décidé que certaines personnes méritaient quelque chose et d'autres ne méritent pas... » Nina conclut : « Parce qu'elles occupent un rôle social et que cela a des conséquences pour des milliers de personnes, oui. Je considère que Jean-Denis Combexelle, qui fait des décrets sur mesure pour le patronat du prospectus publicitaire, qui leur permet de payer les gens une heure sur deux et que ça touche 40000 personnes sans compter le turnover, soit des centaines de milliers de personnes en France, oui, à un moment, on a le droit d'être malhonnête avec lui, pour aller lui demander des comptes, oui. »

En fait c'est un vieux débat qui se joue ici. On le connaît bien, puisque c'est ce qui est reproché à Pierre Carles depuis *Pas vu pas pris* en 1998. On aurait dû commencer cette discussion (c'est même un séminaire qu'il aurait fallu organiser, et non pas un speed dating « une heure pour convaincre ») par des extraits de ces films, montrer comment certaines connivences et collusions sont impossibles à révéler sans le recours à certaines méthodes. Qui plus est, dans nos films, nous y avons recours en toute transparence puisque c'est mis à l'image. Pourquoi dès lors dire que c'est de la manipulation? Les étudiants sont en mesure de juger de nos méthodes justement parce que nous les mettons à l'image.

Ce qui nous inquiète le plus, c'est qu'on dirait que dans leur cursus, ils n'ont jamais entendu critiquer les médias. À travers ces questions, nous avons l'impression qu'ici comme dans l'écrasante majorité des écoles de journalisme françaises, les héros sont David Pujadas, Léa Salamé, Jean-Michel Apathie ou Nicolas Demorand. Jamais Günter Wallraff, Florence Aubenas (ou alors l'otage plutôt que l'aide à domicile), Ryszard Kapuscinski ou Jean-Baptiste Malet.

« NE PAS PRENDRE LE RISQUE DE FÂCHER D'ÉVENTUELS ANNONCEURS »

L'échange est arrêté au bout de 63 minutes alors que plusieurs mains sont encore levées. L'étudiante P. demande : « Pourquoi on ne continue pas, en fait? C'est la question que tout le monde se pose! » Il faut dire que la rencontre a été rabotée d'une demi-heure à l'initiative du directeur de l'école, qui esti-

mait qu'on avait « déjà assez parlé [la veille] ». On remet nos blousons, et on sort de la salle, assaillis par des dizaines d'étudiants en proie au doute. On pensait qu'on aurait l'occasion d'échanger sur le fond de nos films, d'expliquer comment nous en sommes arrivés à travailler de façon « indépendante », c'est-à-dire sans le sou mais avec une grande liberté de ton. Mais la majorité de l'échange se concentrera sur nos « méthodes » jugées « malhonnêtes », nos discours jugés « militants » et nos mots, « excluants ». On a sans doute incarné malgré nous une certaine violence symbolique avec notre rejet des sujets sur le marché de Noël, que les étudiants seront bien obligés de se farcir et sans marge de manœuvre pour le coup. Car l'ESJ Pro, nous l'avons découvert en rédigeant ce texte, forme évidemment aux « sujets conso », pardi !

L'école porte même une attention toute particulière à faire rentrer dans le crâne des journalistes l'idée selon laquelle il faut « bien border ses sujets » pour « ne pas prendre le risque de fâcher d'éventuels annonceurs. » Quelques jours plus tard aura lieu une formation payante sur les « sujets conso », présentés comme « des sujets "concernants", fédérateurs, pas forcément compliqués à traiter ni chers à réaliser [...] Bien parler de consommation, c'est se rapprocher de ses lecteurs. Mais c'est aussi prendre le risque de fâcher d'éventuels annonceurs, d'où la nécessité de bien "border" son travail. »

Cette « formation théorique » de deux jours (14 heures), facturée la somme rondelette de 1000 euros, proposait ni plus ni moins de « chercher les erreurs, de décoder les perles des fausses promos, étiquettes incongrues, prix trompeurs, termes ambigus... » ou

d'identifier « les principaux pièges à éviter : tour d'horizon des principales erreurs susceptibles de faire rater un sujet consumériste, mais aussi de nuire à l'image du titre de presse ». Ça serait dommage, en effet, de nuire davantage à la renommée de ces grands titres qui œuvrent quotidiennement, dans l'ombre, à la croissance du PIB.

En sortant de l'école, certains étudiants viendront nous dire qu'« on en parlera longtemps, de cette rencontre ». Un élève vient nous souffler qu'il est « d'accord avec nous sur toute la ligne ». Califano s'éclipse, aussi gêné qu'à l'arrivée. Le co-chef de RTL nous tourne le dos, passe un coup de fil énervé, se place à bonne distance de nous pour entendre nos conversations avec les étudiants puis part taper le ballon avec quelques étudiants. Il ne daignera même pas nous saluer, de peur d'être contaminé peut-être. Louis, l'élève qui a préparé la rencontre, nous apprend qu'il va devoir écrire un article sur notre venue. On lui demande de pouvoir lire cet article un jour. « Ah non, non, on n'a pas le droit. » Bon. On lui proposerait bien un titre lisible de tous (« Les commerçants sont déçus », « Les enfants avaient des étoiles dans les yeux » ou encore « Le vin chaud a un goût de cannelle », ça ne pourra que faire avancer la cause d'un journalisme non-complaisant — et faire plaisir à leur professeur.) Pendant ce temps, non loin de là, dans la même ville de Montpellier, on condamne les journalistes libres à des peines de prison ferme⁷...

Post-Scriptum. — Au-delà de l'agressivité du cadre, de la grande violence exprimée par le corps enseignant⁸, ce qui est en jeu, c'est la capacité à enseigner le corporatisme de la profession dans l'école qui nous a impressionnés. On y apprend à se

défendre aussi contre la grande méfiance qu'expriment les citoyens envers les journalistes. On leur conseillerait bien de graver sur la devanture de l'école cette phrase, pondue dix jours plus tard : « Ce ne sont pas les journalistes qui se sont coupés du monde, mais le monde qui s'est coupé des journalistes⁹. »

[1] Réalisateur de *Quatre Petits Films contre le grand capital* (C-P Productions, déc. 2016).

[2] Comme les « tribunes », les « témoignages » que nous publions n'engagent pas collectivement l'association Acrimed.

[3] *Quatre Films, une même histoire*, Serge Halimi, livret accompagnant l'édition DVD de *4 Petits Films contre le grand capital*.

[4] Il a travaillé pour différents journaux de presse quotidienne régionale, *La Voix du Nord*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, à l'hebdomadaire *Témoignage chrétien*, un vieux journal français portant une attention particulière au reportage, puis en tant que pigiste pour *L'Humanité*, pour *Le Canard enchaîné*, pour *Le Monde diplomatique* ou encore « Là-bas si j'y suis », sur France Inter.

[5] *Opération Correa : épisode 1 Les ânes ont soif*, de Pierre Carles. Visible en intégralité sur le site www.cp-productions.fr.

[6] À partir de 13'10".

[7] Jules Panetier, journaliste au magazine Montpelliérain *Le Poing*, a passé six semaines à la prison de Villeneuve-lès-Maguelone cet été, puis est retourné en garde à vue, accusé d'avoir insulté un policier... lors d'une manifestation contre les violences policières. .

[8] La veille, au cinéma, un journaliste invité travaillant à l'école dans le cadre d'un séminaire sur « le digital » s'est levé en plein débat avec trois étudiantes et nous a fait transmettre ce message par le biais de la programmatrice : « Dites-lui de bien se préparer, sur le fond et sur la forme, parce que demain, c'est nous qui allons le piéger. » Le lendemain, alors que nous signalons notre surprise face à ces menaces, un homme lève la main au milieu de l'assemblée et marmonne : « Non, non, non, c'est pas des menaces... » On tient à préciser qu'on vient « en toute bienveillance », qu'on s'estime « hyper-heureux d'être là » précisant toutefois ne pas se sentir très à l'aise suite à ces propos. Le journaliste ne prendra plus la parole, ni pour expliquer pourquoi il avait dit ça, ni pour dire comment il aurait appelé le fait de dire « c'est nous qui allons le piéger ». Il partira immédiatement après la « rencontre ».

[9] « Pourquoi il faut haïr les journalistes », Guillaume Erner, *Charlie Hebdo*, 5 nov. 2016.

Accueil > Formations > Sujets conso : les pièges à éviter et les bonnes idées de traitement

ESJ PRO

Nos formations – Thématiques

Sujets conso : les pièges à éviter et les bonnes idées de traitement

Des sujets "concernants", fédérateurs, pas forcément compliqués à traiter ni chers à réaliser... La consommation peut être un élément structurant de la relation avec le lecteur, auditeur ou téléspectateur (proximité, interactivité). Bien parler de consommation, c'est se rapprocher de ses lecteurs. Mais c'est aussi prendre le risque fâcher d'éventuels annonceurs, d'où la nécessité de bien "border" son travail.

QUAND JEAN-MICHEL APHATIE « INVITE » FRANÇOIS RUFFIN

Passer dans les médias ? Avec quel objectif ? Dans quelles conditions ? Avec quelle stratégie, compte tenu de l'objectif fixé et des probables conditions d'intervention ? Avec quelles chances de pouvoir réellement s'exprimer ? Sans prétendre au rôle (peu recommandable) de conseiller en communication, nous revenons régulièrement sur ces questions, importantes, délicates, et qui préoccupent (ou devraient préoccuper) particulièrement tout « critique des médias ». À titre de pièce à verser au dossier, ce retour sur le passage de François Ruffin chez Jean-Michel Aphantie, en février 2016, suite à la sortie de Merci Patron !



tants souverainistes ou d'extrême droite. Nul étonnement en effet tant les points de croisement sont nombreux entre ces deux mondes en apparence éloignés. » Si peu éloignés qu'Aphantie annonce le métissage de ces « deux mondes », ne laissant à la critique de la médiacratie que le choix d'être ou bien d'extrême droite, ou bien d'extrême droite.

Mais quel est donc cet os qui lui est resté en travers de la gorge ? Un cadeau que lui a offert François Ruffin, la veille de la publication du billet, au terme d'une brève saga médiatique.

I. OÙ IL EST QUESTION D'UN OS QUI NE PASSE PAS

Le 25 février 2016, Jean-Michel Aphantie publie sur son blog un article dans lequel il s'interroge doctement « Chiens de garde, la laisse et l'os : pourquoi des métaphores canines pour parler du journalisme ? ». Et le savant homme de s'insurger. Admirons son talent, puisqu'il réussit le tour de force, surprenant pour un individu si cultivé, de ne parler à aucun moment du livre de Paul Nizan (*Les Chiens de garde*, 1932), de celui de Serge Halimi (*Les Nouveaux Chiens de garde*, paru en 1997 et actualisé en 2005) et du documentaire *Les Nouveaux Chiens de garde* (sorti en 2012, réalisé par Gilles Balbastre et Yannick Kergoat). Célébrons sa probité, puisque la métaphore qui le chagrine, contrairement à ce qu'il affirme, ne vise pas le journalisme, ni les journalistes, mais quelques gardiens du temple médiatique (et de l'ordre social). Et saluons sa finesse quand il écrit : « Il faut d'ailleurs noter, et ceci n'étonnera pas grand monde, que de tels qualificatifs sont employés aussi bien par ceux qui affirment se situer à la gauche de la gauche, individus autoproclamés de la "vraie" gauche par opposition à la "fausse" qui gouverne, que par des mili-

Premier épisode. Le vendredi 19 février à 12h03, Europe 1 confirme par mail une invitation (faite trois semaines auparavant) à François Ruffin pour l'enregistrement le lundi 22 février et une diffusion le mardi 23 février dans « Europe 1 social club » d'une interview consacrée à *Merci patron!*. 4 minutes et 42 secondes plus tard, François Ruffin reçoit un nouveau mail d'Europe 1 lui annonçant que « l'interview était annulée ».

Deuxième épisode. Le jour même, les réactions de solidarité se multiplient face à une censure qui semble s'expliquer par l'identité du héros du film : Bernard Arnault, milliardaire et première fortune de France, patron de LVMH, propriétaire des Échos ou du Parisien et l'« un des principaux annonceurs publicitaires, en particulier de la presse magazine et des titres détenus par Arnaud Lagardère » (le propriétaire d'Europe 1).

Troisième épisode. Le samedi 20 février, après avoir tenté d'expliquer l'acte de censure par la nécessité de trouver un contradicteur pour évoquer un film « polémique », Europe 1 fait volte-face et invite François Ruffin pour le soumettre à un

interrogatoire en direct, confié à Jean-Michel Apathie, le mercredi 24 février. Ce faisant, Europe 1 remplace *in extremis* un animateur d'entretien — Frédéric Taddei — par un contradicteur : Jean-Michel Apathie, chargé de mission.

Quatrième épisode. Le mardi 23 février, François Ruffin adresse une « Lettre ouverte à Jean-Michel Apathie » dans laquelle il défie « *le porte-parole de l'homme le plus riche de France [Bernard Arnault]* », et lui annonce : « *Tel un kamikaze des ondes, je viens pour commettre un attentat radio-phonique.* » Cette annonce provocatrice n'était pas sans risques, face à un chargé de mission aguerri et prêt à toutes les parades.

Enfin Jean-Michel Apathie parut. Le 24 février 2016, à 12 h 45, dans « Europe Midi » sur Europe 1, à l'occasion de la sortie en salles de *Merci patron!*, Jean-Michel Apathie reçoit François Ruffin, le réalisateur de ce film. Et l'entretien s'achèvera par l'offrande, par l'interviewé, d'un os en plastique à l'intervieweur.

Comme on le voit, « l'entretien » avait déjà commencé avant l'entretien lui-même. Il met face à face non un journaliste et son invité, mais les protagonistes d'un affrontement qui est loin d'être dénué de toute signification sociale. Au cours de cet affrontement, Jean-Michel Apathie (qui sait être dégoulinant de sollicitude quand il a affaire à des interlocuteurs qu'il juge dignes de lui) a fait usage de toutes les ficelles du métier — disons de... garde-barrière, pour ne pas l'offenser... — afin de neutraliser son invité, qui a l'outrecuidance de critiquer l'oligarchie dont fait partie le patron de... Jean-Michel Apathie. Un garde-barrière revêtu d'un uniforme de cuisinier.

II. OÙ IL EST QUESTION DE LA CUISINE D'UN CHEF

Cet entretien, en effet, expose involontairement les recettes et tours de main qui font la réputation d'un grand cuisinier passé maître dans l'art d'étouffer dans l'œuf tout début de contestation de l'ordre établi.



« *C'est très bon le maroilles...* »

Recette n° 1 : Neutraliser en déformant

Jean-Michel Apathie commence l'interview en n'évoquant aucune des péripéties, gênantes pour la réputation de son employeur, dont elle est l'aboutissement. Seul l'intéresse le film, du moins dans l'interprétation d'emblée tronquée, voire mensongère, qu'il juge utile d'en retenir !

« *[Merci patron!] qui met en scène un couple d'ouvriers du Nord au chômage, ils ont travaillé pour une filiale de LVMH, ils sont au chômage depuis 4 ans. Et avec vous, François Ruffin, ils contactent la direction de LVMH, ils veulent en quelque sorte un dédommagement pour ce que LVMH leur a fait subir, et LVMH à la surprise générale, peut-être à la vôtre, peut-être pas, va leur verser 40000 euros. J'imagine que quand vous avez monté tout ce scénario et quand vous l'avez filmé, parce que c'est la vraie vie, vous en avez été un peu surpris.* »

Comme si le couple de chômeurs avait bénéficié, après une simple prise de contact, d'un geste de charité désintéressé ! Comme si le versement de 40000 euros n'avait pas été effectué sous condition de silence de ses bénéficiaires et au terme d'une lutte qui est l'objet même du film !

Recette n° 2 : Neutraliser en plaisantant

François Ruffin, plutôt que de répondre à la suggestive suggestion de Jean-

Michel Apathie, préfère lui remettre un fromage du Nord (un maroilles) en lui demandant de le donner à Arnaud Lagardère, propriétaire d'Europe 1, afin de le remercier « *pour le plan com'* » suscité par la censure du passage dans l'émission de Frédéric Taddei et l'« *élan de solidarité* » que cette censure a provoqué. Jean-Michel Apathie, en professionnel chevronné, tente de désamorcer la critique. D'abord avec bonhomie : « *C'est très bon le maroilles j'en ai déjà mangé. J'ai été rubricard à La Voix du Nord dans l'Aisne, donc je connais le maroilles et j'en ai mangé.* » Puis en faisant mine de remercier François Ruffin pour ses remerciements : « *C'est très gentil [...] Écoutez, ces remerciements lui [Arnaud Lagardère] iront droit au cœur.* »

Recette n° 3 : Neutraliser en recentrant

Mais comme François Ruffin insiste sur la solidarité d'oligarques entre Arnaud Lagardère et Bernard Arnault, Jean-Michel Apathie tente d'esquiver cette mise en cause, en feignant la sollicitude pour son invité et en lui rappelant qu'il est supposé parler de son film, baptisé « *documentaire* » :

« *Et je pense, je pense que vous avez conscience que le temps de parole que vous prenez là pour remercier Arnaud Lagardère, à qui je ferai passer le maroilles, c'est du temps de parole que vous n'aurez pas pour parler de votre documentaire.* » Et d'ajouter,

pour revenir à son (étrange...) question initiale: « *Est-ce que vous avez été surpris de la somme qu'ont récupérée les époux...* »

Marquons une pause. Jean-Michel Apathie prétend parler du film en réduisant son sens et son enjeu à la somme perçue par les époux Klur. François Ruffin prétend qu'il s'agit d'un film qui met en cause l'oligarchie. C'est très exactement ce dont Jean-Michel Apathie a décidé qu'il ne fallait pas parler. Les recettes suivantes en découlent aussitôt. Et d'abord:

Recette n° 4: Neutraliser en coupant la parole

Dans sa « Lettre ouverte à Jean-Michel Apathie » évoquée plus haut, François Ruffin mentionnait la vidéo d'un entretien daté du 7 novembre entre Jean-Michel Apathie et Bernard Arnault. Et il relevait cette répartition du temps de parole: « *1'36" de temps de parole pour vous, présentation comprise, et le reste, 5'46" pour votre interlocuteur – soit 21,7 % pour vous, et 78,3 % pour lui* ». Et il précisait: « *Bref, vous ne l'interrompez pas trop et il peut dérouler tranquillement son argumentaire. Nul doute que vous me réserverez le même traitement.* »

Le « traitement » réservé à François Ruffin? Jean-Michel Apathie s'octroie **plus de 40 % de temps de parole**, soit deux fois plus qu'avec le patron de LVMH, et **interrompt plus de 25 fois** François Ruffin alors qu'il n'avait osé « interrompre » (avec défé-

rence)... qu'une seule fois le milliardaire. Selon que vous serez Ruffin ou Arnault...

Recette n° 5: Neutraliser en simulant un contrat tacite

Pour parvenir à déjouer la tentative d'« attentat radiophonique » (imprudemment) annoncée par François Ruffin et pour tenter de juguler son expression, Jean-Michel Apathie n'a eu de cesse de lui rappeler le contrat implicite (qui lie l'interviewer et l'interviewé). Ce contrat qu'ont en tête presque tous les auditeurs (et cela alors que la plupart d'entre eux ignorent l'affrontement dont l'entretien n'est que le dernier épisode) dans la version qu'en propose Jean-Michel Apathie est le suivant: la conversation doit porter sur le film et non sur le sens qu'entend donner François Ruffin à ce film et donc à cette conversation – celui d'un « combat contre l'oligarchie » que représente Bernard Arnault, mais aussi Arnaud Lagardère, propriétaire d'Europe 1. Rien de plus simple alors pour Jean-Michel Apathie que d'endosser le rôle de celui qui respecte et veut faire respecter à François Ruffin les règles de la bienséance, quitte à l'interrompre fréquemment pour lui rappeler le thème de l'interview.

Ce qui donne lieu à des interventions qui alternent les rappels à l'ordre (« *Alors de quoi on parle?* »; « *On parle de votre documentaire ou on en parle pas?* ») et la simulation de la liberté d'expression concédée à

l'interlocuteur: « *Ah bon d'accord. Bah parlez de ce que vous voulez alors.* »

Avec cette touche finale qui signe le triomphe du critique de cinéma: « *Bon, vous ne voulez pas parler de votre documentaire. Libération² dit: au fond, ce que vous avez filmé ne montre pas grand-chose, c'est une fable bien faite, mais on reste un peu sceptique sur le message qui est le vôtre.* »

Recette n° 6: Neutraliser en tournant en dérision

Il suffit pour cela de discréditer les visées subversives de l'invité par l'appel au réalisme des auditeurs et en lui parlant comme à un enfant que l'on essaie de raisonner.

François Ruffin tente de présenter le film comme un film de combat contre l'oligarchie et s'attire sarcasmes et ricanements de Jean-Michel Apathie: « *Sauf à vous méprendre sur votre propre pouvoir, vous n'êtes pas prêt à renverser l'oligarchie [...]. À moins que vous ne pensiez que ce renversement-là est tout proche dans les minutes qui viennent et qu'à partir de ce studio [...] l'appel au coup d'État que vous avez lancé peut trouver quelque écho, à moins que vous ne pensiez cela...* »

François Ruffin s'étant risqué à affirmer que le film enfonce un coin dans la domination de l'oligarchie, Jean-Michel Apathie riposte: « *Vous ne vous accordez pas trop de pouvoir?* »

Le pouvoir de Jean-Michel Apathie, en revanche, n'est pas contestable.

Recette n° 7: Neutraliser en montrant ses crocs

Jean-Michel Apathie, en effet, se comporte alors avec François Ruffin comme un châtelain avec un de ses domestiques, ainsi que le montrent les deux extraits ci-dessous:

– François Ruffin: « *J'ai cinq minutes de temps de parole...* »

– Jean-Michel Apathie le coupe: « *Ah je sais pas si vous avez cinq minutes, ça c'est pas vous qui décidez du temps de parole* »



« *On reste un peu sceptique...* »

— François Ruffin : « ... sur toute l'année, et vraisemblablement c'est mon dernier passage à Europe 1... »

— Jean-Michel Apathie (le coupe) : « Mais peut-être pas, non non. »

— François Ruffin : « Peut-être pas. Peut-être qu'Europe 1 sera renationalisée ou qu'on peut espérer quelque chose comme ça et que je serai à nouveau invité... »

— Jean-Michel Apathie le coupe : « On vous reçoit avec plaisir vous savez, on vous reçoit avec sympathie vous savez, voilà, avec tranquillité. »

Ayant complètement occulté l'histoire conflictuelle à l'origine de cette interview, Jean-Michel Apathie tente de faire croire aux auditeurs que François Ruffin ne doit sa présence au micro d'Europe 1 qu'au bon vouloir de sa seigneurie Apathie, tout en condescendance :

— François Ruffin : « [...] je ne suis pas là parce que vous m'avez accordé ce temps de parole... »

— Jean-Michel Apathie (le coupe) : « Vous êtes là, vous savez pourquoi vous êtes là ? »

— François Ruffin : « Bah dites-moi. »

— Jean-Michel Apathie : « Parce qu'on vous a invité »

— François Ruffin : « Non... »

— Jean-Michel Apathie : « Sinon vous ne seriez pas là. »

— François Ruffin : « Non, non, vous êtes là parce qu'il fallait éteindre... »

François Ruffin voulait sans doute soutenir qu'Europe 1 avait été obligé de l'inviter pour répliquer à la mobilisation contre la censure. Il ne pourra pas achever sa phrase : Jean-Michel Apathie, non sans arrogance et contre toute vraisemblance, défend la libéralité de sa station :

— François Ruffin : « Non, non, vous êtes là parce qu'il fallait éteindre... »

— Jean-Michel Apathie : « Si on ne vous avait pas invité Monsieur Ruffin, vous ne seriez pas là »

— François Ruffin : « Alors c'est toujours vous qui tendez l'os, c'est toujours vous qui tendez l'os ? Vous croyez ça ? »

— Jean-Michel Apathie : « Et on vous a invité, vous savez pourquoi on vous a invité ? Parce qu'on avait envie de vous inviter, voilà. »

[François Ruffin fait alors couiner un os en plastique puis le remet à Jean-Michel Apathie.]

— Jean-Michel Apathie : « Voilà donc ça c'est un os, voilà... »

— François Ruffin : « C'est un os que je vous remets... »

— Jean-Michel Apathie (le coupe) : « Et monsieur Ruffin se lève et il va quitter le studio mais nous vous remercions d'avoir accepté l'invitation d'Europe Midi, et nous vous ré-inviterons pour votre prochain documentaire. Merci Patron!, ça sort en salle aujourd'hui ! »

La fin de l'interview résume l'affrontement et, en particulier, le combat livré par Jean-Michel Apathie. En s'efforçant de rester courtois (non sans laisser échapper des répliques et quelques intonations d'une suave agressivité) et en donnant l'impression d'être centré uniquement sur son travail d'intervieweur, Jean-Michel Apathie a tenté de faire passer François Ruffin pour un malotru mal élevé qui refuse la discussion.



Quoi que l'on pense de la prestation de François Ruffin (qui n'a pas toujours convaincu celles et ceux qui l'ont soutenu face à Europe 1), force est de constater qu'il a eu affaire à un grand professionnel et qu'il est décidément malaisé de déjouer et de contester dans les médias dominants la domination qu'ils exercent. Il faut en effet compter avec la force d'un dispositif incarné/intégré par un intervieweur parfaitement affûté³ et entraîné à user de tous les moyens de neutralisation d'une parole qui va à contre-courant du prêt-à-opiner dominant. Jean-Michel Apathie et ses semblables ne sont pas seulement des rouages : ce sont aussi des agents (très actifs) d'une domination multiforme qu'ils exercent sur leur propre terrain et à leurs propres conditions.

L'entretien de François Ruffin avec Jean-Michel Apathie confirme la leçon de Spinoza (un adhérent récent d'Acrimed...) : « Il n'y a pas de force intrinsèque de l'idée vraie. » Tout ne peut pas être dit, n'importe où et devant n'importe qui. Nombreux sont les contestataires — nous-mêmes y compris — qui l'ont appris et l'apprendront à leurs dépens : les rapports de forces nécessaires (pour pouvoir réellement s'exprimer dans un entretien) ne se construisent pas prioritairement devant les micros. Et devant les micros, des conditions sont requises pour pouvoir exposer des « idées vraies » (ou du moins peu admises) de manière recevable pour des auditeurs non préparés à les entendre, et cela face à des intervieweurs qui se comportent en chiens de garde, gardes-barrières ou chefs cuisiniers : au choix !

[1] Comme le souligne le SNJ-CGT dans un communiqué de soutien : « Merci patron ! Europe 1 déprogramme François Ruffin ».

[2] Jean-Michel Apathie s'abrite courageusement derrière la critique du film faite par *Libération*, en en donnant une interprétation toute personnelle, et très déformée pour ne pas dire plus...

[3] Jean-Michel Apathie co-anime « Europe midi » depuis septembre 2015, et il a un long passé d'intervieweur sur RTL de 2003 à 2015 et de chroniqueur/intervieweur sur Canal+ de 2006 à 2015. Autant dire qu'il a acquis un certain nombre de savoir-faire (qu'il mobilise sans même s'en rendre compte) pour faire respecter l'ordre médiatique aux invités qui essaient de le subvertir.

SPLENDEURS ET MISÈRES DU JOURNALISME DE PRONOSTIC (tragicomédie en deux actes)



Présidentielle : pourquoi Hollande se présentera le 1er décembre

Europe 1

1 décembre 2016

Et si Hollande zappait la primaire de la gauche ?

Jeudi, c'est l'ouverture officielle de la primaire de la gauche avec le début du dépôt des candidatures officielles. Et c'est peut-être aussi déjà un peu la fin du processus : selon *Le Parisien*, le président sortant est plus que tenté par l'idée de sauter la case primaire et passer directement à la présidentielle.

Présidentielle 2017 : Hollande réfléchit à la façon d'annoncer sa candidature

CONFIDENTIELS RTL - De quelle façon le chef de l'État se lancera-t-il dans la

Le Parisien

Election présidentielle François Hollande Manuel Valls Macron François Fillon

Comment François Hollande se prépare à annoncer sa candidature

"Hollande pourrait annoncer sa candidature jeudi" - L'Édito de Christophe Barbier

Actualité / Politique / Élections / Présidentielle 2017 / Par *Christophe Barbier* publié le 30/11/2016 à 17:12

59 partages

Exclusif : François Hollande devrait annoncer sa candidature dimanche 4 décembre

officiel | Christelle Bertrand 25 novembre 2016

Les inRocks

François Hollande est prêt à être candidat sans passer par la case primaire

01/12/2016 | 11h22

Les Echos.fr

Présidentielle 2017 : la candidature de Hollande renforcée par la nouvelle baisse du chômage

PIERRE-ALAIN FURBURY | ALAIN BUELLO | Le 24/11 à 18:55

Les inRocks

La candidature d'Hollande de plus en plus probable

25/11/2016 | 11h10

Le Parisien

Présidentielle : Hollande prêt à s'affranchir de la primaire

Election présidentielle Philippe Martin | 21 décembre 2016, 16:02 | Mis à jour: 01 décembre 2016, 16:41

BFM TV

Pourquoi Hollande devrait bientôt annoncer sa candidature à la présidentielle

Le chef de l'État a jusqu'au 15 décembre pour déclarer sa candidature à la présidentielle. Avec les bons chiffres du chômage, la condition pour briguer un second mandat est alors remplie. Si certains avancent le 10 décembre, d'autres pensent que cela sera plus tôt.

ledauphine.com

POLITIQUE

Présidentielle : le candidat Hollande se prépare

20 minutes

Présidentielle 2017: Hollande pas encore candidat, mais plusieurs signes montrent qu'il est déjà en campagne

Challenge8

SOMMET DE L'ÉCONOMIE FRANÇOIS FILLON HOLLANDE CLUB EN

Présidentielle 2017

Primaire à gauche: comment le candidat Hollande peut-il entrer en scène ?

Par François Bazin